


Table des matières

1.	Fiche pays République Démocratique du Congo	2
2.	Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande.	3
2.1.	Programme agriculture	3
2.2.	Programme Education	5
3.	Théorie du Changement.....	7
3.1.	Agriculture OS1	7
3.2.	Education OS2	10
3.3.	Schémas.....	14
4.	Analyse des risques.....	16
5.	Prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à au CSC.....	18
6.	OS 1.....	19
6.1.	Fiche OS1	19
6.2.	Description des résultats /Outcome 1.....	20
6.3.	Motivation au regard des critères du CAD.....	24
6.4.	Description de la Stratégie de Partenariat	27
6.5.	Description des Synergies et Complémentarités.....	28
7.	OS2.....	30
7.1.	Fiche OS 2	30
7.2.	Description des résultats pour l'Outcome 2	32
7.3.	Motivation au regard des critères du CAD.....	35
7.4.	Description de la Stratégie de Partenariat	37
7.5.	Description des Synergies et Complémentarités.....	38

RD Congo

1. Fiche pays République Démocratique du Congo

Fiche République Démocratique du Congo				
Coûts opérationnels totaux pour le pays :		7.950.000 €		
Personne de contact en Belgique pour la DGD pour le pays :	Thierry Lippens	APEFE	+32(0)2.421.82.56	t.lippens@apefe.org
Personne de contact qui représente l'ACNG dans le pays :	David Gaquere	APEFE	+243 082 191 20 48	d.gaquere@apefe.org
<p>Résumé synthétique du programme:</p> <p>Le premier objectif poursuivi est d'améliorer le niveau de vie des petits producteurs de l'agriculture familiale, pisciculteurs (province KONGO CENTRAL) et maraichers (HAUT KATANGA), par le renforcement de leurs capacités de production et de commercialisation (augmentation de la quantité et de la qualité nutritive et marchande de leur production par une plus grande maîtrise des techniques d'élevage et une plus grande disponibilité en moyens de production type intrants, étangs piscicoles, parcelles maraichères...). Les principaux bénéficiaires sont des ménages paysans (3000). Les principales activités à mener se feront à travers des formations, du conseil et des équipements avec en vue une structuration des organisations des paysans et une meilleure production et commercialisation des produits agroalimentaires. Le second objectif est du ressort du secteur de l'éducation. Il s'agit de renforcer les compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire pour améliorer la qualité des apprentissages/enseignements des matières dans les provinces éducationnelles du HAUT KATANGA, du LOMAMI, du LUALABA et du TANGANYIKA. 2.200 agents éducatifs (instituteurs, inspecteurs) sont ciblés. Le programme a pour ambition de former le personnel enseignant, de créer des réseaux d'écoles de proximité, de concevoir des outils de suivi pour l'évaluation de l'enseignement primaire et d'expérimenter et implanter des nouvelles technologies de l'information dans l'enseignement primaire.</p>				
Carte du pays avec localisation des interventions				
				

2. Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande.

2.1. Programme agriculture

Partenaire 1			
Nom complet et abréviation :	Secrétariat Général à l'Agriculture, Pêche et Elevage MINAGRIDER		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Bdv Batetela-Kinshasa-Gombe	X	leopold_mulumba@yahoo.com
Personne de contact :	Secrétaire Général Dr Léopold MULUMBA		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS1: Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga.		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Partenaire-signataire de la convention PPA2017 - Préside le Comité de pilotage national - Représenté au Comité technique trimestriel par le chef de Division APL (cf. infra: stratégie de partenariat).		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2008		
Partenaire 2			
Nom complet et abréviation :	Gouvernorat de la province du KONGO CENTRAL		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Matadi ville	X	minagripro@yahoo.fr
Personne de contact :	Ministre de l'Agriculture M.Pierre KABANGU		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS1/R1.1: Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga.		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Interlocuteur institutionnel provincial - Préside le Comité de pilotage provincial - Représenté au Comité technique trimestriel par le chef de Division APL (cf. infra: stratégie de partenariat).		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2008		
Partenaire 3			
Nom complet et abréviation :	Gouvernorat de la province du HAUT KATANGA		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Lubumbashi ville	X	minagripro@yahoo.fr
Personne de contact :	Ministre de l'Agriculture Mme Odette MWEWA		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS1/R1.2: Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga.		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Interlocuteur institutionnel provincial - Préside le Comité de pilotage provincial - Représenté au Comité technique trimestriel par le chef de Division APL (cf. infra: stratégie de partenariat).		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2011		
Partenaire 4			
Nom complet et abréviation :	Centre Agro-Vétérinaire Tropical de Kinshasa - CAVTK		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	008 Av.Wangata -	00243 (0) 81	franckmatala@yahoo.fr

	Kinshasa - Gombe	073 59 57	
Personne de contact :	Directeur Dr François MATALE MFWAMBA		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS1/R1.1 Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga.		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Partenaire technique associé en charge de la mise en œuvre du résultat: encadrement technique du R01 et partenaire local renforcé (cf. infra: description de la stratégie de partenariat).		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2006		
Partenaire 5			
Nom complet et abréviation :	Société Coopérative Agro-pastorale du Katanga - SCAK		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	21, av. Mahenge Q/ Industriel - Lbsh	00243 (0) 822 881 333	X
Personne de contact :	Directrice Générale Mme Gracia K. KABANGA		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS1/R1.2: Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga.		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Partenaire technique associé en charge de la mise en œuvre du résultat: encadrement technique du R02 et partenaire local renforcé (cf. infra: description de la stratégie de partenariat).		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2011		
Partie prenante 6			
Nom complet et abréviation :	Centre de Production de Semences Maraichères - CEPROSEM		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	14 Av.Bolinga - Qt Luowi - Kinshasa - Lemba	00243 (0) 812 341 348	nino.mw@gmail.com
Personne de contact :	Directeur Nino MWANZA		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS1/R1.2: Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga.		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Partie prenante associée à la mise en œuvre des activités A2.5 - A2.6 - A2.7 de R02 (cf. infra: description de la stratégie de partenariat).		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2014		
Partie prenante 7			
Nom complet et abréviation :	I&F Entrepreneuriat		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	7 av. du Commerce Q/Noki Mbanza Ngungu	00243 (0) 813 840 619	mbalumpa@yahoo.fr
Personne de contact :	Administrateur Directeur Val MASAMBA LULENDO MPANDA		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS1/R1.2: Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga.		
Budget par Outcome :	0		

Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Partie prenante associée à la mise en œuvre des activités A1.8 (R01) et A2.10 (R02). (cf. infra: description de la stratégie de partenariat).
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2012

2.2. Programme Éducation

Partenaire / Partie prenante 1			
Nom complet et abréviation :	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE, INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETÉ, EPS-INC		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Ville de Kinshasa, Carrefour Batetela et Clinique	00243 (0) 99 84 72 671	joemukadi2005@gmail.com
Personne de contact :	Jovin Mukadi, conseiller en charge de la coopération/partenariat		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2: La qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire ont été améliorés dans les provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika et Lualaba		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Partenaire institutionnel signataire de la convention PPA2017 Préside le Comité de pilotage national du PPA2017 Représenté au Comité technique trimestriel par le Secrétaire exécutif national Intervenant avec ses directions et services centraux: SERNAFOR, DIPROMAD		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2011		
Partenaire / Partie prenante 2			
Nom complet et abréviation :	Inspection principale provinciale de l'Enseignement du Haut Katanga IPP		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Avenue des chutes - Lbsh	00243 (0)99 70 28 890	ippepsphkat@gmail.com
Personne de contact :	Nicolas NYANGE KAYEMBE BIZY - Coordonnateur régional IFADEM		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2: La qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire ont été améliorés dans les provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika et Lualaba		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Interlocuteur institutionnel provincial - Préside le Comité technique de suivi trimestriel local, Chef de corps d'Inspecteurs intervenant dans l'encadrement du dispositif.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2011		
Partenaire / Partie prenante 3			
Nom complet et abréviation :	Inspection principale provinciale de l'Enseignement du Lualaba IPP		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Avenue Lusanga, Kolwezi	00243 (0) 99 17 43 641	inspectionlualaba@gmail.com
Personne de contact :	Jean Clement MBOMBO - IPP Lualaba		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2: La qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire ont été améliorés dans les provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika et Lualaba		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du	Interlocuteur institutionnel provincial - Préside le Comité de pilotage		

partenaire pour chaque Outcome :	provincial - Préside le Comité technique trimestriel, Chef de corps d'Inspecteurs intervenant dans l'encadrement du dispositif .		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2011		
Partenaire / Partie prenante 4			
Nom complet et abréviation :	Inspection principale provinciale de l'Enseignement du Tanganyika IPP		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Quartier District	00243 (0) 81 16 13 743	ipptanganyika@gmail.com
Personne de contact :	Ferdinand LUSSOLO - IPP Tanganyika		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2: La qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire ont été améliorés dans les provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika et Lualaba		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Interlocuteur institutionnel provincial - Préside le Comité technique de suivi trimestriel local, Chef de corps d'Inspecteurs intervenant dans l'encadrement du dispositif.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2011		
Partenaire / Partie prenante 5			
Nom complet et abréviation :	Inspection principale provinciale de l'Enseignement du Haut Lomami IPP		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Kamina, centre urbain	00243 (0) 99 06 35 594	ippepsphl@gmail.com
Personne de contact :	KOKUMBO EGBA - IPP Haut Lomami		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2: La qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire ont été améliorés dans les provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika et Lualaba		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Interlocuteur institutionnel provincial - Préside le Comité technique de suivi trimestriel local, Chef de corps d'Inspecteurs intervenant dans l'encadrement du dispositif .		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2011		
Partenaire / Partie prenante 6			
Nom complet et abréviation :	OIF/AUF Campus numérique AUF de Lubumbashi		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Route Kasapa, Université de Lubumbashi	00243 (0) 81 00 48 724	jenny.kabengele@auf.org
Personne de contact :	Jenny Kabengele KAMAKANDA - responsable du CNF Lubumbashi		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2: La qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire ont été améliorés dans les provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika et Lualaba		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Partenaire technique, représente l'AUF/OIF au Comité de pilotage national, Membre du Comité technique de suivi trimestriel		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2011		

3. Théorie du Changement

3.1. Agriculture OS1

a) Situation générale du secteur agriculture (contexte)

En RDC, le secteur de l'agriculture est confronté à des facteurs limitants qui peuvent fragiliser la pérennité des résultats appuyés par les PTF et la croissance significative du secteur.

1. Les investissements productifs à long terme font défaut. L'agriculture familiale pratique une agriculture d'autosubsistance dont les modes de production ne permettent pas de dégager de l'épargne et du capital ; les Pouvoirs publics structurellement sous-financés peinent à supporter des investissements sectoriels ; l'investissement par le secteur privé agroalimentaire est pratiquement inexistant en raison d'un environnement des affaires à haut risque. Au demeurant, il n'est pas acquis que le secteur privé aurait le souci d'associer l'agriculture familiale à ses projets d'entreprise.
2. Les bailleurs de fonds de la coopération sont par contre des investisseurs potentiels par les fonds importants qu'ils injectent dans l'économie locale, ce qui en fait de véritables acteurs économiques par défaut. Mais les bailleurs poursuivent des logiques peu compatibles avec les besoins structurels du secteur agricole (cycle de gestion court terme, lignes directrices variables...).
3. Le risque humain est particulièrement élevé et entrave le développement du secteur agricole (culture entrepreneuriale peu dynamique, faible niveau d'instruction, culture du prélèvement à faible valeur ajoutée, fiabilité incertaine, opportunisme projet...). Les capacités d'appropriation et de valorisation des moyens sont très limitées dans le chef des petits producteurs. Seuls des investissements dans la durée et fortement localisés permettraient d'en atténuer les effets et de modifier les comportements.
4. Le contexte économique local freine l'atteinte et la consolidation des résultats à finalité économique dans les délais impartis aux projets. La productivité et la marge commerciale sont très faibles au regard des coûts d'investissement et des coûts d'exploitation très élevés (faible densité de population rurale, éloignement des marchés, modes de production archaïques, multiplication des intermédiaires-commissionnaires sans valeur ajoutée, faible productivité).
5. La fiscalité formelle et non formelle très lourde ne taxe pas le bénéfice au demeurant marginal, mais le cœur de l'activité économique. La place du commerce dans les activités humaines par rapport à l'entreprise est significative d'une économie qui préfère les transactions spéculatives à l'investissement productif qui se soustrait plus difficilement à la prédation et à une fiscalité de prélèvement. Les effets de cette contrainte ne pourraient être nuancés qu'en disposant de plus de temps et de subventions pour asseoir de réels projets d'investissements et pas seulement des actions de décaissement.
6. L'activité économique manque gravement de capitaux. L'épargne en milieu rural est inexistante et impossible compte tenu du niveau de pauvreté, le paysan survivant en flux tendu ; l'agriculteur du secteur informel est inéligible au crédit, car insolvable et peu fiable ; quant au crédit d'entreprise, il est usuraire et de toute façon inaccessible à l'agriculture familiale. À défaut de disposer de capitaux d'investissements publics ou privés, les subventions de coopération reconduites à plus ou moins long terme sont la seule ressource significative susceptible de consolider l'agriculture familiale en RDC.

b) Vision pour le secteur agriculture

L'appui à l'agriculture, dans une logique de *développement économique durable à dimension humaine*, ne peut pas ignorer *l'agriculture familiale*, de par son impact sur les indicateurs de développement humain, en quantité de ménages concernés et sécurisés dans leur mode de vie. À plus forte raison lorsque ces appuis sont véhiculés par les acteurs de la coopération dont la lutte contre la pauvreté est au cœur de l'objet social.

Acteurs et bénéficiaires du changement (partenaires/parties prenantes/groupe cible)

Outre les partenaires publics, il faut associer d'autres acteurs locaux de développement en qualité de bénéficiaire et/ou d'opérateur technique.

Notamment:

1. les petits producteurs de l'agriculture familiale et les organisations paysannes ;
2. les entreprises publiques et privées formelles et informelles ;
3. les ONGs productrices de biens et de services à caractère économique; (iv) les entrepreneurs associatifs et les entreprises d'économie sociale ;

4. les centres de recherche universitaires et supérieurs publics ou privés œuvrant dans l'innovation technologique...

Considérant que ces acteurs ont vocation à être de véritables *auxiliaires techniques associés* à l'action des Pouvoirs Publics, dans l'optique d'améliorer leur rayonnement et l'impact des appuis techniques des PTF.

Le programme APEFE encourage des *partenariats triangulaires* afin de créer une émulation entre partenaires publics et partenaires privés/associatifs.

Les partenaires/parties prenantes du PPA seront :

1. le Secrétariat Général du Ministère l'Agriculture-Pêche et Elevage (MINAGRIDER);
2. les Gouvernorats des provinces du KONGO CENTRAL et du HAUT KATANGA;
3. les Inspections territoriales Agriculture-Pêche et Elevage (ITAPEL);
4. le Centre Agro-vétérinaire Tropical de Kinshasa (CAVTK);
5. la Société Coopérative Agro-pastorale du Katanga (SCAK);
6. le Centre de Production de Semences Maraichères (CEPROSEM).

c) Objet du changement

L'objet du changement du secteur agriculture appuyé par le programme repose sur l'identification des besoins/problèmes agroéconomiques des agriculteurs familiaux, en particulier les pisciculteurs et maraichers, appréhendés selon trois (3) critères croisés: (i) une spéculation agropastorale singulière déjà pratiquée par le groupe cible privilégié (communautés paysannes) ou novatrice; (ii) une zone d'exploitation préexistante ou potentielle localisée dans un environnement géographique et économique favorable (accessibilité aux marchés, facteurs agroécologiques...); (iii) un intérêt exprimé par l'agriculture familiale (groupe cible) pour l'amélioration de ses conditions de vie (niveau de sécurité alimentaire, revenus agricoles, capacités techniques).

d) Changement attendu pour le bénéficiaire

L'amélioration des conditions de vie, de travail et de production du paysan producteur par une offre de service consacrée au renforcement de ses capacités de production et de commercialisation ainsi qu'un appui à l'entrepreneuriat est au centre de la dynamique de changement de l'action APEFE. Outre la dimension *Genre* particulièrement prise en compte avec des *indicateurs sexo-spécifique transversaux* (accès des femmes à l'information, à la qualité de bénéficiaire, aux activités, au processus décisionnel, aux moyens de production, aux bénéfices de l'action).

L'objectif poursuivi (*objectif spécifique*) en terme de changement pour les petits producteurs locaux sera: (i) de contribuer à la croissance économique des terroirs ruraux en privilégiant la fonction économique de l'agriculture familiale ; (ii) et d'améliorer significativement le niveau de vie des petits producteurs. À cette fin (*résultats attendus*), l'action APEFE veut renforcer les capacités de production des producteurs familiaux en termes de savoirs (itinéraire technique) et de moyens de production (surface d'exploitation, équipements), pour augmenter la quantité de produits et/ou leur qualité nutritive et marchande.

L'amélioration du niveau de vie induit directement ou indirectement par l'activité agricole pouvant être incarnée (*indicateurs*) par une meilleure sécurité alimentaire; la production d'un revenu agricole; un accès renforcé aux soins de santé ou à l'éducation facilitée par le revenu agricole, la consommation alimentaire ou le troc produit/service, un changement notable de l'habitat (...).

Les appuis au secteur agriculture et au groupe cible (*stratégie d'intervention*) consisteront en une *offre de service* axée sur la finalité économique et rentable de l'agriculture familiale: (i) intrants de production ; (ii) aménagement et équipement de l'outil de production ; (iii) formation-conseil ; (iv) recherche agronomique appliquée ; (v) transformation ; (vi) commercialisation ; appui à l'entrepreneuriat

e) Hypothèses et risques

Pour autant le changement escompté devra être appuyé (hypothèses): (i) en interne par le volontarisme des bénéficiaires et une réactivité positive à l'offre de services (participation à l'action, appropriations des savoirs et des moyens); ainsi qu'un environnement agroécologique favorable selon les zones de production (qualité des eaux et des sols); (ii) et en externe par un environnement économique favorable (économie incitative, accès au crédit, état de droit...). Des facteurs qui en RDC s'apparentent également à des risques contextuels plus ou moins importants.

L'appréhension des hypothèses, des risques (cf. infra: analyse des risques) et de leur incidence sur la dynamique du changement repose sur l'expérience acquise avec le PPA2014. En effet, l'OS1 s'inscrit dans la continuité et la

consolidation des OS2 et OS3 du PPA2014. cf.: OS2 > *"la production, la sécurité alimentaire et le revenu de l'agriculture familiale dans la filière maraichère (production et semence) au Katanga (zone périurbaine de Lubumbashi) sont améliorés"*. OS3 > *"la production halieutique, la sécurité alimentaire et le revenu de l'agriculture familiale dans la filière piscicole au Bas-Congo (District du Bas-Fleuve et Cataractes) sont améliorés"*.

L'OS2/PPA2014 a amélioré de manière significative le rendement des cultures maraichères. Un résultat redevable à la qualité des semences CEPROSEM unanimement appréciées par les producteurs, mais également à l'activité formation. De fait, le problème prioritaire pour la rentabilité économique de la filière maraichère dans le Haut Katanga tient aux (très) faibles capacités techniques des exploitants dont les pratiques culturales sont bien en deçà des standards minimums. Un encadrement technique continu en formation-conseil suffirait à rehausser le niveau de maîtrise culturale. Pour le surplus, la Province ne manque pas de bonnes terres maraichères ni de sources d'eau. Quant à la pollution des sols par l'exploitation minière, son incidence sur la filière maraichère dans les zones d'exploitation est limitée.

La formulation de l'OS3/PPA2014 (pisciculture) s'appuyait déjà sur un état des lieux de l'aquaculture en RDC dont les termes sont toujours d'actualité. cf. *"Rapport sur l'inventaire descriptif et bilan critique des politiques et programmes nationaux de développement aquacole en République Démocratique du Congo"*, Gabriel KOMBOZI LIMBEYA BOLOMO - 2010. Le projet PRODEPAKK de la CTB dans la province du Katanga a été appelé à dresser le même constat général (cf. DTF projet). En dépit d'un grand potentiel de développement, la pisciculture en RDC souffre de deux faiblesses récurrentes: (i) un moindre intérêt manifesté par les Pouvoirs publics et les PTF (très rares dans la filière); (ii) et de rares projets à durée limitée, dont les résultats s'effondrent rapidement après le désengagement de l'opérateur, faute de continuité.

L'OS3/PPA2014 a été bien soutenu par l'autorité provinciale du Kongo Central, avec la mise à disposition de la *concession de Mawunzi* dans le territoire de Mbanza Ngungu. La structure devrait être accompagnée dans le temps pour consolider l'offre de services au secteur piscicole. Le PPA2014 a correspondu à une phase d'investissement (équipements - structuration du groupe cible des pisciculteurs). Il reste à valoriser le potentiel agricole et halieutique de la concession de Mawunzi afin de pérenniser l'outil (élargir le groupe cible - aménager les exploitations piscicoles). L'OS3/PPA2014 avait également un caractère novateur, le programme étant le seul opérateur dans le secteur piscicole dans la province du Kongo Central. En outre, l'environnement institutionnel et socioéconomique est plutôt favorable dans la province (dynamique paysanne - autorités sérieuses - niveau d'instruction - conditions logistiques d'accès...) ce qui induit une prise de risque limitée pour l'exécution du programme. Enfin le groupe cible des pisciculteurs a manifesté un réel engouement et de fortes attentes.

Risques contextuels. L'appui à *l'agriculture familiale* se heurte à la difficulté de faire émerger des agriculteurs familiaux et/ou des associations de producteurs capables d'assurer la reprise des actions et de poursuivre leur développement. Ce qui pose la question de la durabilité technique et socioéconomique:

1. Les associations paysannes se créent et se fédèrent sur un fond d'allégeance sociale et familiale autour d'une idée maîtresse: le service aux membres. Quand bien même ces associations auraient des activités économiques, les liens sociaux et interfamiliaux et les obligations sociales l'emportent sur les choix de gestion impersonnels de l'entreprise. Une association paysanne est avant tout un réseau social. Une telle organisation ne parviendra pas, ou très difficilement et rarement, à se transformer en entreprise durable et rentable pour ses membres.
2. Les associations paysannes sont profondément ancrées dans un terroir. Confronté au gigantisme de la RDC, l'ancrage territorial conduit à un grand isolement. Pour être rentable et durable, l'activité économique doit s'ouvrir à des horizons plus vastes que le marché de proximité et l'économie d'autosubsistance. Cette appréhension du monde extérieur est difficilement compréhensible pour des associations dont la vision de développement et de croissance est contenue par les limites de leur environnement physique.
3. Le niveau d'instruction et d'éducation des populations rurales leur permet d'apprendre, d'intégrer les innovations technologiques et d'appréhender leur développement pour peu que les savoirs aient une emprise directe sur la réalité. L'intelligence paysanne est empirique et pratique. Elle est plus difficilement conceptuelle et abstraite. L'amélioration d'une technique culturale sera plus facilement intégrée que le calcul des coûts d'une exploitation censée perdurer et se développer. Les limites de l'instruction et de l'éducation sont un frein à la gestion efficace et durable de l'entreprise.
4. Le substrat socioculturel local, selon les zones d'intervention, peut s'avérer un obstacle systémique plus ou moins insoluble pour un projet qui aurait pour objectif de créer du profit, de la richesse financière ou matérielle, ou de faire émerger des "élites" dirigeantes à partir de la base sociale, même dans un souci d'appropriation et de durabilité. La plupart des substrats culturels locaux véhiculent un modèle sociétal fondé sur le principe d'une redistribution à outrance des biens et des richesses et un alignement des facultés individuelles, assortis de

normes sociales culpabilisantes et contraignantes. Le succès ou la performance "individuelle" supposée ou réelle (compétence, réussite, fonction...) loin de stimuler le volontarisme, suscite suspicion et action destructrice. La réussite ou la différenciation au sein du groupe est suspecte (sorcellerie, jalousie...). La redistribution constitue la norme. L'accumulation, même des moyens utiles pour un objet social collectif, peut être perçue comme une déviance suspecte et/ou coupable.

5. La capacité de financement et partant la viabilité financière et institutionnelle des associations paysannes sont très précaires. Dans l'environnement à risques qui caractérise la RDC, les associations paysannes sont rarement éligibles aux capitaux bancaires, indispensables pour appuyer l'activité économique en investissements et en trésorerie. Par défaut, elles dépendent largement des subventions aléatoires et ponctuelles des acteurs de la coopération qui travaillent par cycle de programmation et selon une logique de décaissement. Toutes choses qui fragilisent la pérennité de ces associations qui se voudraient des intermédiaires entre l'agriculture familiale et les marchés.

3.2. Éducation OS2

a) Contexte sectoriel

On reconnaît volontiers que l'enseignant joue un rôle central dans les efforts visant à l'amélioration du fonctionnement des systèmes éducatifs et les résultats des apprentissages (UNESCO, 2007). La formation des enseignants du primaire se fait à travers la formation initiale dans l'une des filières des humanités générales appelée « humanités pédagogiques, laquelle ne dispose pas toujours de formateurs avec les qualifications requises ou encore d'écoles d'application à proximité pour les stages pratiques. Les contenus de formation sont aussi insuffisamment professionnalisant. Les contenus de formation sont variés, de l'écriture, de la lecture à de la pédagogie innovante des classes nombreuses. Les classes concernées sont le degré élémentaire et terminal. Le degré moyen est complètement oublié. Tout en reconnaissant l'utilité de ces initiatives, leurs contenus et approches méthodologiques ne sont pas harmonisés et alignés sur le programme national.

Pour améliorer les compétences des enseignants, il conviendrait de renforcer la formation initiale. La stratégie sectorielle (2015) prévoit notamment de réformer et de professionnaliser la formation initiale des enseignants au niveau des Humanités Pédagogiques: ainsi que la création d'Instituts de Formation des Maîtres. La formation continuée en cours d'emploi pour les titulaires des classes est également une voie de perfectionnement. En RDC, très peu d'enseignants ont bénéficié de cette forme de formation. Le recyclage suivi par une minorité d'entre eux a porté sur des thèmes qui ne touchent pas forcément à la didactique.

Le bas niveau des salaires constitue l'un des points noirs de la condition de l'enseignant. La majorité des enseignants congolais dans certains territoires travaillent dans des classes pléthoriques, dépourvues du minimum indispensable pour un travail de qualité. Étant donné la modique rémunération qui leur est réservée, ils sont complètement dépouillés de leur prestige matériel, totalement démoralisés, démotivés et leur conscience professionnelle s'en trouve affectée.

La formation initiale et continue représente un coût structurel. Malgré la préparation chaque année d'un budget pour les frais de fonctionnement des services de formation continue, les montants prévus ne sont pas décaissés. Les dispositifs de formation existants ne fonctionnent qu'avec des financements extérieurs, d'où un risque important d'éparpillement des stratégies de formation.

➤ *Les structures de la formation*

En République démocratique du Congo, la formation continue dépend du Service National de la Formation (SERNAFOR) intégré à l'Inspection Générale de l'Enseignement (IGE). Le SERNAFOR utilise le personnel de l'Inspection pour assurer ses formations directes. Dans la chaîne hiérarchique, le SERNAFOR travaille avec les Inspections Provinciales Principales (IPP) et les inspecteurs des sous-divisions provinciales. Dans les sous-divisions provinciales, il existe un pool d'inspecteurs pour le primaire composé de 4 à 5 inspecteurs, dépendant hiérarchiquement d'un inspecteur-chef de pool (INSPOOL). Le SERNAFOR travaille en étroite collaboration avec la Direction des programmes scolaires et matériels didactiques (DIPROMAD) se trouvant dans la chaîne hiérarchique du Secrétariat Général au MEPS, sur l'ensemble des formations relevant des programmes. L'articulation entre les deux structures est claire: la DIPROMAD conçoit les programmes et le SERNAFOR développe les modules de formation. La DIPROMAD dispose d'une division documentation et médias scolaires qui produit des supports notamment audio et vidéo. L'orientation stratégique actuelle attribue la formation initiale et continue à une Direction nationale de la Formation.

➤ *La formation à distance*

La formation à distance est très peu ou presque pas appliquée en RDC. C'est une application de la formation continue des enseignants via des outils TIC (tablettes, téléphones, etc.) et des centres de ressources pour certains déjà construits, s'appuyant sur des modules de formation numériques et interactifs, et un accompagnement des tuteurs. La formation à distance des enseignants se fait également via des médiums physiques comme des livres d'autoformation.

Le contexte dans lequel l'enseignement en RDC se développe représente un défi majeur du fait des décennies de difficultés socioéconomiques et politiques, de la grande superficie du pays par rapport à la faible densité de sa population, et de sa diversité culturelle et ethnique.

Les indicateurs sociaux et sanitaires restent très bas et globalement peu favorables. La pauvreté représente encore un formidable défi pour le pays avec plus de ¾ de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Sur le plan politique, le pays connaît une certaine stabilité politique depuis 2006, mais il continue à faire face à une crise humanitaire complexe et multifactorielle, sous l'effet notamment d'affrontements répétés entre groupes armés et de nombreuses violations des droits de l'homme, en particulier dans certains territoires de l'Est du pays rendant l'offre en éducation problématique.

La dispersion des populations sur un vaste territoire mal desservi par les routes rend l'administration et la coordination de l'offre éducative difficile et coûteuse. Il est très difficile de proposer un accès universel à l'enseignement primaire sur plus de la moitié du territoire où la population est si peu dense. Il existe des territoires entiers qui manquent d'écoles ou d'enseignants.

L'éventail considérable des langues locales (entre 200 et 450 selon les estimations) pose des problèmes singuliers dans l'enseignement et l'apprentissage du français au primaire.

Les résultats des études menées sur les connaissances et compétences des enseignants et des élèves du primaire révèlent d'énormes faiblesses: lacunes en lecture/écriture chez les élèves et difficultés de maîtrise de technique d'apprentissage chez les enseignants. Cela est prouvé par le faible score des élèves dans les évaluations nationales (Examen national de fin d'études primaires) ainsi qu'au niveau des tests standardisés de niveau de maîtrise des élèves en lecture/écriture. Ces scores sont inférieurs à 50% dans tous les cas.

Mise en place depuis Octobre 2013, la Politique nationale de la formation continue des enseignants du primaire (PNFCE) pose clairement la problématique et offre des orientations. Elle est désormais la référence nationale pour tout programme ou toute action de formation continue des enseignants du primaire. Le Ministère prévoit donc le mécanisme suivant pour toute intervention dans la formation continue des enseignants.

Au niveau central, le Ministère pilote l'ensemble des appuis techniques et scientifiques. Ces appuis sont orientés vers les directions techniques qui interviennent dans la formation continue: IFCEPS, SERNAFOR, DIPROMAD. La cellule pédagogique, organe technique de coordination de la FCEP, est dirigée par l'Inspection Générale de l'Enseignement via le SERNAFOR Primaire. La cellule technique est animée par le service de communication du ministère. Un serveur central est hébergé à la cellule technique et contient toutes les ressources numériques pour la formation continue.

Au niveau provincial, un comité provincial placé sous la responsabilité du PROVED, de l'IPP assisté de l'IPPAF coordonne les activités de formation. Des centres de ressources sont implantés dans au moins chaque sous-division. Ces centres des ressources contiennent des ordinateurs connectés à un serveur local hébergeant des ressources numériques.

Au niveau de la base, les réseaux d'écoles de proximité sont constitués et animés par des tuteurs- inspecteurs. Le dispositif consiste d'une part en enseignement à distance au moyen des supports numériques, audio et/ou vidéo, avec la création d'un environnement propice à l'autoformation; et d'autre part à l'enseignement en présentiel dans le cadre des réseaux d'écoles de proximité et des cellules de base. Les cellules de base (composées des unités pédagogiques) sont des espaces d'apprentissage entre pairs au niveau de l'école par les mécanismes d'échange et de partage. Les enseignants de l'ensemble du territoire se considèrent membres d'une communauté d'apprentissage. Ils participent à l'identification des besoins individuels et collectifs, procèdent à l'analyse et à l'échange de leurs pratiques pédagogiques. La FCE est ainsi inscrite dans une dynamique de professionnalisation durable avec un plan de perfectionnement qui tient compte des besoins individuels et des besoins collectifs de l'école.

Tant qu'il y aura des enseignants, il y aura un besoin de formation. Il est naturellement de la responsabilité de l'État d'assurer cette formation sur la durée. Sauf que l'ampleur des besoins, près de 40.000 écoles concernées et 290.000 enseignants à former pour le cycle primaire, et la faiblesse des moyens financiers du Ministère, rendent la stratégie inopérante.

L'OS2 se déploiera dans l'ex-Province du Katanga. Les 4 nouvelles provinces sont le Haut Katanga (Lubumbashi), le Lualaba (Kolwezi), le Haut Lomami (Kamina) et le Tanganyika (Kalemie).

Dans sa phase 2014-2016, le programme des formations continues des enseignants a touché 1.200 enseignants et 600 directeurs d'écoles. Seuls les enseignants des classes de 5^e et de 6^e ont été ciblés dans la province. L'expérimentation et le déploiement de l'outil IFADEM a permis de parfaire grâce à une méthodologie innovante, d'une part la formation à distance au moyen des supports numériques, audio et/ou vidéo, livret, favorisant l'autoformation; et d'autre part une formation en présentiel dans le cadre des regroupements et des mini regroupements assistés par les Inspecteurs.

Cette expérimentation a permis de tester la politique de la formation continue des enseignants du primaire dans son point 3 des objectifs spécifiques du plan national de la formation continue: « assurer la maîtrise des langues d'enseignement, notamment pour les degrés 1 et 2, et la maîtrise du Français pour le degré 3 (degré où est introduit le français écrit) ».

Le dispositif a été une réponse concrète à un besoin de formation pour l'enseignement-apprentissage du français au degré terminal. L'expérimentation a permis également de tester le fonctionnement des mini-regroupements en réseau d'écoles de proximité. Selon la PNFCE, l'essentiel de la formation continue doit se faire dans les réseaux d'écoles de proximité qui sont une communauté d'apprentissage des enseignants autour d'un Inspecteur. Avec un programme précis et des contenus pertinents, les moments de formation en réseau de proximité permettent d'atteindre un nombre critique d'enseignants dans la proximité de leur lieu de résidence. Ceci est un résultat à capitaliser malgré les difficultés signalées dans les zones de faible densité qui obligent certains enseignants à se déplacer sur de longues distances. Le renforcement des capacités des inspecteurs est un autre résultat satisfaisant. Les inspecteurs du primaire n'ont pas une formation initiale solide, surtout en matière de linguistique. Les outils de travail mis à leur disposition (livrets, exerciceur, ordinateur portable et un modem) leur ont permis de répondre aux préoccupations des enseignants et à l'accompagnement des réseaux d'écoles de proximité. Avec un contenu précis et riche, avec des inspecteurs bien outillés, la formation continue des enseignants est garantie sur le long terme. Quitte à faire fonctionner les réseaux d'écoles de proximité. Les directeurs d'écoles ont leur place dans ce dispositif. Il a été impérieux de les associer en leur faisant bénéficier d'une formation spécifique en matière linguistique et de gestion d'écoles.

b) Vision globale pour l'Éducation de base et Objectifs - résultats poursuivis pour le changement

La vision globale de la présente théorie du changement est motivée par la volonté de voir les enseignants du Congo adopter des pratiques pédagogiques qui permettent aux élèves d'accéder à un apprentissage de qualité. Cette vision est développée dans la Stratégie nationale de l'Éducation et de la Formation 2016-2025 (2015) du Gouvernement de la République démocratique du Congo. Globalement le Pays vise « la construction d'un système éducatif inclusif et de qualité contribuant efficacement au développement national, à la promotion de la paix et d'une citoyenneté démocratique active ».

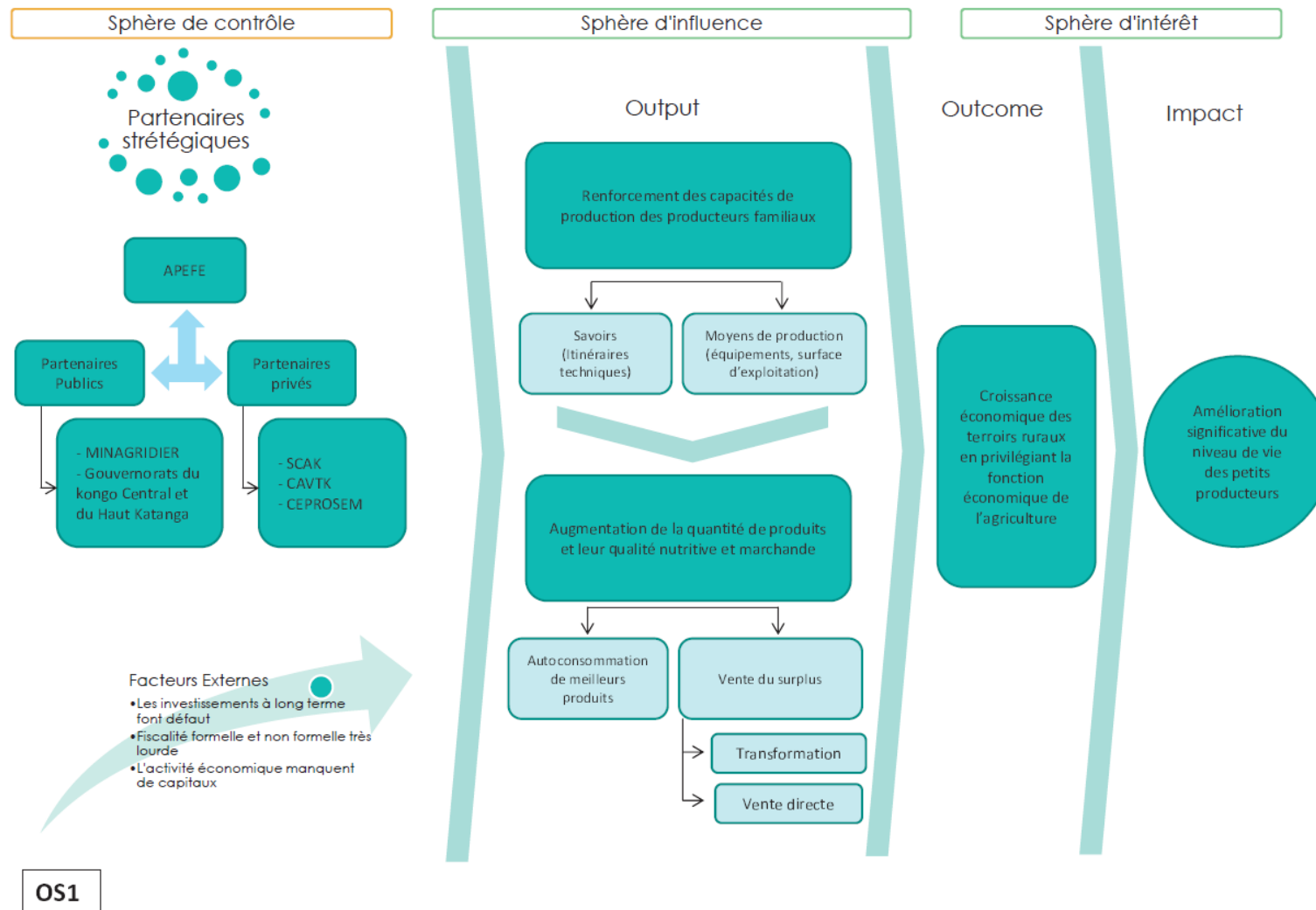
Un(e) enseignant(e) qualifié(e) est attentif aux caractéristiques de chaque élève dans sa classe et comprend que tous ont la capacité d'apprendre. Un(e) enseignant(e) qui est capable d'utiliser différents styles et stratégies d'apprentissage, qui tient compte des différences chez les élèves et les groupes d'élèves, y compris les élèves qui ont des difficultés particulières. Un(e) enseignant(e) motivé(e) qui accepte d'apprendre tout au long de sa carrière pour rehausser sa compréhension et sa capacité d'analyser le contexte et les pratiques de l'enseignement, afin de rehausser son savoir et ses compétences pédagogiques. Un(e) enseignant(e) qui met sa compétence au profit des autres au sein de son école ou une école à proximité, qui participe à une communauté.

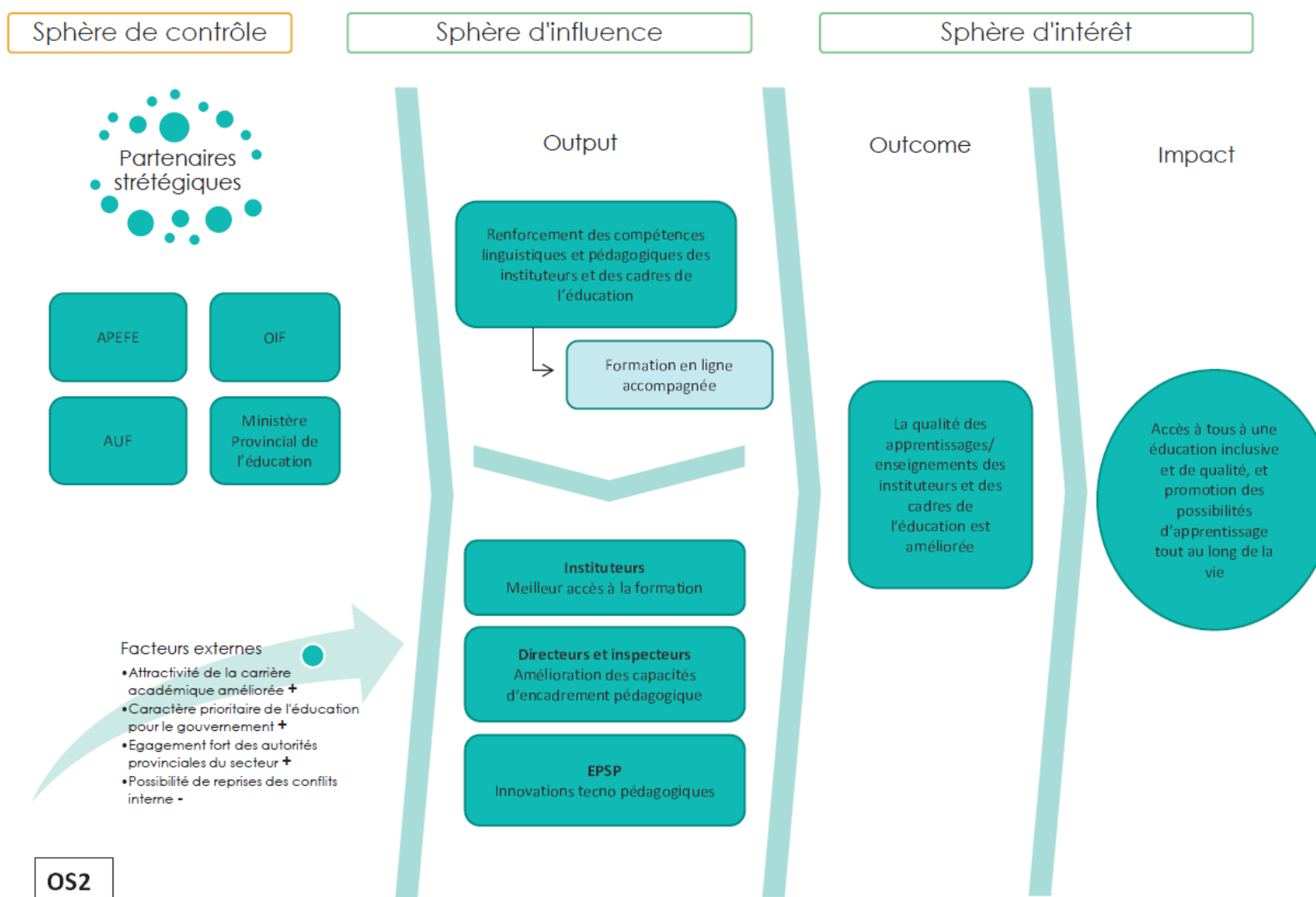
Dans une situation optimale, un(e) élève qui termine son cycle primaire est capable de calculer et lire un texte, exprimer ses idées oralement ou par écrit en français. Imaginons que cet élève a été instruit(e) par un(e) enseignant(e) qualifié(e), c'est-à-dire qui a suivi une formation pertinente et complète de la pédagogie.

L'OS2 vise un changement des pratiques et apporte des innovations dans l'appropriation des connaissances et dans la dispense de ces connaissances en classe. L'enseignant sera invité à apprendre individuellement suivant un processus d'auto formation et à participer à une communauté de partage de connaissances et d'expériences. La formation, basée sur l'observation et l'analyse de pratiques de classe, s'orientera vers des activités et donc une démarche pragmatique. Elle prévoit des interactions entre pairs (dans le cadre des réseaux d'écoles de proximité) qui favoriseront l'acquisition de savoirs utiles au métier ainsi que l'autoévaluation afin de préparer l'action. Cela impliquera un effort de remise en question des habitudes et pratiques acquises au fil des années et une ouverture à la nouveauté. Habités à des enseignements ex cathedra et des formations présentiels, les enseignants sont invités à adhérer à un autre mode opératoire inhabituel. L'intégration de la formation à distance médiatisée, l'arrivée des

outils informatiques exige la connaissance de l'environnement individuel et sociétal afin de contourner les résistances et/ou les rejets d'innovations. L'OS2 devra approcher les enseignants avec beaucoup de délicatesse. Les propositions de changements doivent se faire progressivement et être évaluées par palier. La communauté d'apprentissage formée par l'ensemble des bénéficiaires sera le soutien entre les plus performants et les plus faibles.

3.3. Schémas

a) TOC agriculture

b) TOC Éducation de base

4. Analyse des risques

Explications:														
Probabilité	1	Improbable	Effets	1	Négligeable	Niveau de risque	1	Bas	Impact résultat	Identifier sur quel(s) résultat(s) le risque aurait de l'impact. Utilisez ici la numérotation du cadre logique				
	2	Possible		2	Petit		2	Moyen						
	3	Probable		3	Moyen		3	Haut						
	4	Presque sûr		4	Grand		4	Extrême						
				5	Sérieux									
Estimation du risque						Gestion du risque (pour les niveaux hauts et extrêmes)				Suivi du risque				
Source et nature du risque					Probabilité	Effets	Niveau risque	Impact résultat	Traitement		Responsable	Timing	Responsable	Quand
Environnement économique préjudiciable. L'environnement économique qui prévaut peu ou prou en RDC contrarie les performances de l'agriculture familiale (coûts d'exploitation, marge commerciale, sécurité juridique, fiscalité, concurrence des produits importés...). Dans le contexte économique congolais difficile, les coûts d'exploitation demeurent très élevés notamment en raison des imprévus et des tracasseries.					4	4	3	R1.1 – R1.2	Utiliser l'instrument financier PPA avec des subventions incitatives qui n'auraient pas été prévues initialement (ex. gratuité des apports en équipements) et élargir l'offre de services du programme (plaidoyer, médiatisation, assistance juridique...).		AT	PPA	AT	PPA
Perte sur la production (conditions climatiques, maladies, cause humaine).					4	4	3	R1.1 – R1.2	Les risques et conséquences liés aux conditions climatiques sont incompressibles. Les risques liés aux maladies et aux comportements humains peuvent être appréhendés par la rigueur du suivi technique (maladie) et dans une moindre mesure par les dispositifs de sécurité mis en place (surveillance humaine). Le vol demeure un risque important sans réelle solution.		AT	PPA	AT	PPA

Démotivation des bénéficiaires. La mobilisation des bénéficiaires pourrait être entamée par le manque de capitaux et de fonds propres nécessaires pour préfinancer la production ou investir (le Crédit Agricole étant inexistant ou usuraire); la difficulté d'accéder au marché (moyen de transport, voies de communication utilisable, capacité financière...); ou l'obligation de recourir à des intermédiaires commerciaux spéculateurs qui s'octroient la plus grande marge.	4	4	3	R1.1 – R1.2	Trois actions: élargir régulièrement le groupe cible pour anticiper les défections et maintenir le focus groupe bénéficiaire; appuyer le regroupement des producteurs en organisation paysanne pour atteindre un seuil critique d'activité viable et rentable; approfondir l'implication des organisations d'appui (CAVTK, SCAK, autres...) dans la gestion des organisations paysannes (professionnalisation).	AT	PPA	AT	PPA
Dégradation du contexte sécuritaire et institutionnel en raison de la situation politique de crise qui prévaut en RDC (année 2016 > élections présidentielles reportées).	4	4	3	OS1 OS2	Le programme pourrait être gelé ou ralenti pour une durée indéterminée. Les zones d'intervention choisies devront être accessibles et sécurisées à tout égard (critère de choix). Veille et partage d'information.	Ministère	PPA	AT	PPA
Absentéisme des enseignants à plus de 10% aux rencontres des REP	4	4	3	R2.2 - R2.3	Motivation constante des enseignants. Sanction positive ou négative.	IPP	PPA	AT	PPA
Grève des enseignants pour cause de non-versement des salaires	4	4	3	R2.1 - R2.2	Dialogue social, communication interne.	Ministère	PPA	AT	PPA

5. Prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à au CSC

Le Cadre Stratégique Commun *République Démocratique du Congo* a fait l'objet d'un dialogue stratégique, réuni à Kinshasa-RDC le 9 juin 2016, présidé par AMBABEL, en présence de la DGD-Siège, et animé par l'organisation 11-11-11 et les représentants des ACNGs animateurs des sous-leads. Le CSC a été appréhendé par les parties prenantes, ACNGs, AMBABEL et DGD-Siège, comme un "processus évolutif". Des recommandations ont été adoptées et validées en concertation, un procès-verbal a été rédigé et diffusé aux parties par 11-11-11. Les ACNGs se sont engagées à prendre en compte ces recommandations dans la mise en œuvre du PPA2017-2021.

Le dialogue stratégique RDC a conclu que les recommandations finales ne pourraient être prises en compte concrètement *qu'au fur et à mesure de la mise en œuvre* des PPA des ACNGs et des dynamiques qui se dégageraient localement. À ce stade (2016) les recommandations demeurent donc des engagements, car les PPA sont encore des programmes distincts, le processus CSC est un instrument nouveau avec lequel les ACNGs ont peu/aucune expérience ni de vision. Les parties prenantes ont convenu que seule l'opérationnalisation des PPA permettra de dégager des lignes de convergences objectives, réalistes et faisables. En même temps, les parties au dialogue stratégique ont admis que les recommandations pouvaient déjà être déclinées, au moins pour partie, à travers des *synergies ponctuelles* sur des objets (activités - zone d'intervention...) déjà arrêtés par les ACNGs dans leurs programmes respectifs (cf. infra: synergies et complémentarités). Avec l'assentiment d'AMBABEL, les parties prenantes au Dialogue stratégique ont estimé que les recommandations de ce 1er Cadre Stratégique Commun ne pourront être complètement intégrées qu'au terme du PPA (2021) pour s'incarner plus concrètement dans le second CSC.

Avec l'ASBL Monde Selon Les Femmes (MSF), l'OS2 intègre également la Cible stratégique commune 1 du Cadre Stratégique Commun: " Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes" et la contribution 1A , une ligne budgétaire est prévue pour la conception et la vulgarisation d'un module destiné aux enseignants et responsables de l'administration scolaire. Ce module permettra aux enseignant(e)s d'acquérir et de développer les connaissances, les attitudes et les comportements susceptibles d'éliminer la discrimination envers la fille, de favoriser la rétention et la performance scolaire de la fille et le développement de ses compétences psychosociales.

6. OS 1

6.1. Fiche OS1

Outcome (Anglais ou Espagnol ou Français) :	OS1: Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga.			
Outcomes (Français et/ou Néerlandais):	OS1: Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga.			
Pays:	RD CONGO	Outcome couvert pas un CSC ?		Oui
Province(s) / État(s) ciblé(s) :	Sub.Admin.Lev	Sub.Admin.Lev	Sub.Admin.Lev	Localité
Partenaires locaux/parties prenantes :	Partenaire 1. Secrétariat Général à l'Agriculture - Pêche et Élevage au Ministère de l'Agriculture et Développement Rural	KINSHASA VILLE		
	Partenaire 2. Gouvernorat de la Province du KONGO CENTRAL	Province KONGO CENTRAL - Territoires administratifs (10): Kasangulu, Kimvula, Lukula, Luozi, Madimba, Mbanza-Ngungu, Muanda, Seke-Banza, Songololo, Tshela.		
	Partenaire 3. Gouvernorat de la Province du HAUT KATANGA	Province HAUT KATANGA - Territoires administratifs (3): Kambove, Kipushi, Sakania.		
	Partenaire 4. Centre Agro-Vétérinaire Tropical de Kinshasa - CAVTK	Province KONGO CENTRAL		
	Partenaire 5. Société Coopérative Agro-pastorale du Katanga - SCAK	Province HAUT KATANGA		
	Partie prenante 6. Centre de Production de Semences Maraichères - CEPROSEM	Province HAUT KATANGA		
	Partie prenante 7. I&F Entrepreneuriat	Provinces KONGO CENTRAL et HAUT KATANGA		
Coordonnées GPS:	Partenaire/partie prenante 1	Longitude :	15°18'50"E	Latitude : -4°19'54"S
	Partenaire/partie prenante 2 - 4 - 7	Longitude :	13°29'E	Latitude : -5°49'S
	Partenaire/partie prenante 3 - 5 - 6 - 7	Longitude :	27°29'E	Latitude : -11°40'S
Groupe cible :	Conformément à la définition de l'agriculture familiale (cf. théorie du changement), le programme vise dans les zones d'intervention (provinces/territoires) des petits producteurs issus de l'agriculture familiale enracinés durablement dans leur milieu physique; qui pratiquent ou souhaitent pratiquer la pisciculture et/ou le maraichage comme activité principale ou complémentaire.			
Nbr. bénéficiaires :	Résultat R1.1: 1.500 pisciculteurs bénéficiaires - Résultat R1.2: 1.500 maraichers bénéficiaires.			
Secteur principal :	CAD5-311/Agriculture > sous-secteurs SNPC-31120/développement agricole et SNPC-31166/vulgarisation agricole.			
Coûts opérationnels de l'outcome/objectif spécifique (total) :	5.950.000 €			

Markers :		
	Environnement	1
	RIO: désertification	0
	RIO: biodiversité	0
	RIO: CC adaptation	0
	RIO: CC mitigation	1
	Genre	1
	Bonne Gouvernance	0
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	0
	HIV/Aids	0
	Droits des enfants	0
	Trade development	2

6.2. Description des résultats /Outcome 1

Cible(s) stratégique(s) commune du Cadre Stratégique Commun	Cible 5: "Favoriser une utilisation plus efficiente et plus durable de l'énorme potentiel qu'offre le Congo en matière de sylviculture, d'agriculture, d'élevage et de pêche, avec une attention particulière à l'agriculture familiale ".				
	Contribution 5B: "Renforcer la sécurité alimentaire et lutte contre la pauvreté par l'amélioration durable de la productivité des exploitations familiales et en favorisant leur accès aux marchés locaux et internationaux dans une approche « filière » (production, transformation et commercialisation)".				
	Cible 1: Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes				
	Contribution 1D: Autonomie économique et financière: promouvoir la reconnaissance de la contribution des femmes à l'économie tant en milieu rural qu'urbain, leur accès à l'éducation, la formation et à des revenus suffisants et adéquats ; promouvoir leur sécurité dans l'exercice de leur travail				
Outcome / Objectif spécifique OS1	Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga.				
Hypothèse 1.1 Les contraintes de l'environnement socioéconomique se maintiennent à un niveau supportable (tracasseries, inflation, législation, fiscalité).					
		Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification
IOV1.1 A la fin 2021, les paramètres de niveau de vie (sécurité alimentaire - revenu agricole - accès soins de santé/éducation - habitat...) sont améliorés.		Situation > 0	Statistiques et enquête de satisfaction sur un échantillon de 70% de bénéficiaires		SDV(a). Rapport annuel d'activité
IOV1.2 A la fin 2021, la participation des femmes aux activités et en terme d'impact (processus décisionnel - moyens de production - bénéfices de l'action) est améliorée		Situation > 0	Statistiques et enquête de satisfaction sur un échantillon de 70% de bénéficiaires		SDV(b). Rapports d'évaluation (MSF)
Résultat 1.1	Les capacités de production et de commercialisation des exploitants pisciculteurs dans la Province du Kongo Central ont été renforcées.				
Hypothèse 1.1.1 Les bénéficiaires s'approprient l'action (réactivité à l'innovation, appropriation des savoirs...).					
Hypothèse 1.1.2 Les bénéficiaires ont accès au crédit à un coût supportable.					
Hypothèse 1.1.3 L'environnement agroécologique est maîtrisé à un coût acceptable (qualité des eaux).					
IOV1.1.1 A la fin 2021, 1500 pisciculteurs sont encadrés et organisation en OP		0 (groupe cible	1.500 pisciculteurs	1.500 (stabilité du	SDV(c). Tableau de

(organisation paysanne)		constitué en début d'action)	organisés	focus groupe)	bord (SDV commune à tous les indicateurs)
IOV1.1.2. À la fin 2021, les indicateurs de production (surface totale exploitée - rendement moyen - production d'alevins - qualité produit) sont améliorés.		Diagnostic d'exploitation (questionnaire);	Résultats statistiques (croissance)	Résultats statistiques (croissance)	
IOV1.1.3 A la fin 2021, 50 entreprises agricoles sont créées par les bénéficiaires.		Situation > 0	25 entreprises	50 entreprises	
Résultat 1.2	Les capacités de production et de commercialisation des exploitants maraichers dans la Province du Haut Katanga ont été renforcées.				
Hypothèse 2.1. Les bénéficiaires s'approprient l'action (réactivité à l'innovation, appropriation des savoirs...).					
Hypothèse 2.2. Les bénéficiaires ont accès au crédit à un coût supportable.					
Hypothèse 2.3. L'environnement agroécologique est maîtrisé à un coût acceptable (qualité des sols, alimentation en eau).					
IOV1.2.1 A la fin 2021, 1500 maraichers sont encadrés et organisation en OP (organisation paysanne)		0 (groupe cible constitué en début d'action)	1.500 maraichers organisés	1.500 (stabilité du focus groupe)	SDV(c). Tableau de bord (SDV commune à tous les indicateurs)
IOV1.2.2. À la fin 2021, les indicateurs de production (surface totale exploitée - rendement moyen - qualité produit) sont améliorés.		Diagnostic d'exploitation (questionnaire)	Résultats statistiques (croissance)	Résultats statistiques (croissance)	
IOV1.2.3. À la fin 2021, 50 entreprises agricoles sont créées par les bénéficiaires.		Situation > 0	25 entreprises	50 entreprises	
Conditions préalables		Sans.			
Typologie des activités R1.1		A1.1. Organiser et former les pisciculteurs à l'itinéraire technique en pisciculture et aux bonnes pratiques d'élevage; A1.2. Évaluer l'appropriation des compétences par les pisciculteurs et encadrer les actions correctrices; A1.3. Aménager des surfaces d'exploitation piscicoles (ouvrages hydrauliques, creusement des étangs); A1.4. Appuyer les pisciculteurs en intrants (alevins, aliment piscicole, petit matériel); A1.5. Produire des alevins de clarias/tilapia sur le site de Mawunzi et dans les exploitations des pisciculteurs (production artisanale); A1.6. Appuyer la commercialisation des produits piscicoles des bénéficiaires (moyens matériels et équipements); A1.7. Intégrer la thématique Genre comme action transversale (formation des vulgarisateurs et évaluation de l'impact sur les femmes du groupe cible); A1.8. Accompagner les bénéficiaires à la mise au point de leurs projets individuels et à la création d'entreprises.			
Typologie des activités R1.2		A2.1. Organiser et former les maraichers à l'itinéraire technique en maraichage et aux bonnes pratiques culturales; A2.2. Évaluer l'appropriation des compétences par les maraichers et encadrer les actions correctrices; A2.3. Aménager des surfaces d'exploitation maraichères (forages, parcelles, pépinières); A2.4. Appuyer les maraichers en intrants (semences, petit matériel); A2.5. Installer et équiper une unité de production de semence (laboratoire d'analyse, champ agrimultiplicateur) à Lubumbashi; A2.6. Former des maraichers en agrimultiplication de semence dans l'unité de production de Lubumbashi; A2.7. Produire des semences maraichères sur les sites de production de Lubumbashi et Kinshasa; A2.8. Appuyer la commercialisation des produits maraichers des bénéficiaires (moyens matériels et équipements); A2.9. Intégrer la thématique Genre comme action transversale (formation des vulgarisateurs et évaluation de l'impact sur les femmes du groupe cible); A2.10. Accompagner les bénéficiaires à la mise au point de leurs projets individuels et à la création d'entreprises.			

c) Commentaires:

Les résultats devant conduire à l'OS1, l'amélioration du niveau de vie du producteur (revenu agricole, sécurité alimentaire, amélioration du niveau sanitaire, de l'habitat, de l'instruction...), visent à renforcer les capacités de production, de commercialisation des bénéficiaires, petits producteurs de l'agriculture familiale, par une plus grande maîtrise des itinéraires techniques et le développement de leurs moyens de production (étangs piscicoles, parcelles maraichères, matériel d'exploitation...) ainsi que leurs capacités entrepreneuriales.

Pratiquement (activités), les producteurs seront organisés en organisation paysanne, formés et conseillés pour appliquer des itinéraires techniques performants avec des moyens de production adéquats et en quantité, en vue de soutenir la croissance des indicateurs de production (surface exploitée - rendement moyen - production d'alevins et de semences maraichères - qualité du produit final). Le résultat tangible étant la disposition de produits en plus grande quantité et/ou de meilleure qualité nutritive et marchande.

Le programme vise à accompagner la création et le développement des entreprises agricoles dans les provinces du Kongo Central et du Haut Katanga en République Démocratique du Congo. Le groupe cible auquel s'adresse le projet est composé principalement de producteurs renforcés en capacité de production agricole grâce à un appui technique. Il s'agira aussi d'accompagner les femmes en vue d'améliorer leurs compétences et attitudes entrepreneuriales en mettant en avant plan l'innovation et la gestion des coûts. « I&F entrepreneuriat » s'appuie sur la technologie d'accompagnement par chaîne. Cette technologie dite de « chaîne d'accompagnement » procède par un accompagnement adapté combinant l'accompagnement à l'élaboration des projets d'entreprises (projet = dossier du business model + prototype), l'accompagnement à la création et à l'implantation des entreprises dans les milieux d'affaires, l'accompagnement à l'autonomisation des entreprises implantées et l'accompagnement au développement des entreprises ayant réussi leur autonomisation. Il s'agit d'un processus continu décrivant un changement progressif entre le niveau inférieur de mise au point des projets et le niveau supérieur de leur concrétisation en entreprise produisant ainsi un succès aussi continue dans l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires.

➤ *Résultat R1.1 - Modèle d'exploitation appuyé en pisciculture*

Ce résultat vise l'amélioration des performances de la pisciculture extensive villageoise pratiquée par les bénéficiaires, en vue d'une transition partielle (bénéficiaires les plus motivés) vers une pisciculture semi-intensive. À partir de deux espèces d'élevage bien adaptées au milieu, déjà connues des pisciculteurs et pour lesquelles il existe un marché de consommation: le tilapia et le poisson-chat ou clarias.

La pisciculture extensive villageoise consiste le plus souvent en une monoculture de tilapia ou de clarias; elle est pratiquée avec les souches disponibles localement, sans maîtrise de leur qualité et souvent dégénérées. Le rendement est très faible (10kg/are/an); le pisciculteur laisse le cycle de production à l'action naturelle sans conduite d'exploitation; les investissements et les coûts d'exploitation sont pratiquement nuls.

La pratique d'une pisciculture extensive améliorée (adoption de quelques innovations et/ou savoir-faire pour une production destinée à la consommation familiale) jusqu'à une pisciculture semi-intensive (élevage dévolu à l'autoconsommation et à la commercialisation des produits) suppose une action sur les paramètres de production et l'augmentation de la surface étangs. Le rendement de production en polyculture pourrait atteindre 8t/ha/an de tilapia et 2t/ha/an de clarias.

➤ *Résultat R1.2 - Modèle d'exploitation appuyé en maraichage*

Ce deuxième résultat vise l'amélioration des techniques de production des légumes feuilles et fruits de base consommés en grande quantité par la population mais importés à plus de 90% des pays limitrophes. Le maraichage est peu pratiqué au Katanga et est limité à quelques légumes feuilles en majorité. Les techniques utilisées sont restées très traditionnelles et les rendements faibles.

Le programme vise à permettre aux producteurs de maîtriser la technique de production à partir du dispositif expérimental installé sur les parcelles des bénéficiaires. Quelques légumes seraient sélectionnés en concertation avec les bénéficiaires pour ces différentes formations. Principalement des légumes fruits et feuilles consommés chaque jour: tomate, piments, oignon, aubergine, gombo, chou pommé, ciboule. L'amélioration de la technique suppose la maîtrise du choix du terrain, l'utilisation de semences de bonne qualité, produites et sélectionnées en RDC (CEPROSEM), la présence d'eau afin de faciliter l'arrosage (nécessité d'installer quelques petits ouvrages hydroagricoles), la maîtrise de l'itinéraire technique de chaque culture, du germe à la récolte et l'accès au marché local. À terme les rendements des cultures seraient améliorés et cela influencerait significativement le revenu du producteur.

La dimension Genre sera une activité transversale à part entière et un indicateur d'atteinte de l'OS1, femme et filles en tant que bénéficiaire direct et/ou indirect à travers le ménage du bénéficiaire masculin (participation des femmes aux activités - processus décisionnel - moyens de production - bénéfices de l'action).

Dans le PPA2014, le programme APEFE a contribué à la diffusion des semences du CEPROSEM (*Centre de Production des Semences Maraichères*). Une ONG spécialisée dans la production de semences améliorées de très bonne qualité et à prix compétitif, certifiées par le SENASEM (Service National des Semences). Les semences CEPROSEM se plient à un contrôle qualité.

Le principal problème auquel sont confrontés les agriculteurs de la province est la disponibilité en semences. Actuellement toutes les semences sont importées de Zambie ou d'Afrique du Sud. L'intensification des cultures soulève également des problèmes de production, notamment la disponibilité en semences de qualité dans des variétés adaptées aux conditions agroécologiques locales.

Le développement d'une production locale de semences maraichères selon des normes techniques rigoureuses, donnant lieu à une production traçable et à des produits certifiés par le SENACEM et enregistrés dans le Catalogue national des semences, permettra de pallier les problèmes liés à l'utilisation des semences « étrangères » et des semences "tout-venant" produites localement.

d) T3 – Coûts opérationnels OS 1

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Partenaires						
Investissement						0,00
Fonctionnement						0,00
Personnel						0,00
2. Collaborations						
Investissement						0,00
Fonctionnement						0,00
Personnel						0,00
3. Bureau local						
Investissement	313.200,00	204.500,00	178.500,00	171.500,00	78.320,00	946.020,00
Fonctionnement	634.980,00	731.600,00	734.600,00	585.320,00	452.320,00	3.138.820,00
Personnel	170.020,00	280.020,00	280.020,00	202.300,00	117.300,00	1.049.660,00
4. Siège						
Investissement	9.000,00	7.500,00	9.000,00	7.500,00	2.000,00	35.000,00
Fonctionnement	14.000,00	10.000,00	6.000,00	0,00	0,00	30.000,00
Personnel	190.500,00	195.000,00	200.000,00	165.000,00	0,00	750.500,00
Total CO :						
Investissement	322.200,00	212.000,00	187.500,00	179.000,00	80.320,00	981.020,00
Fonctionnement	648.980,00	741.600,00	740.600,00	585.320,00	452.320,00	3.168.820,00
Personnel	360.520,00	475.020,00	480.020,00	367.300,00	117.300,00	1.800.160,00

Partenaires						
Total Partenaire 1 :						
Total Partenaire X						
Total Partenaires :						

Collaborations						
Total Collaboration 1						
Total Collaboration X						
Total Collaborations :						

6.3. Motivation au regard des critères du CAD

e) Description de la Pertinence.

L'OS1 rencontre les cibles stratégiques:

CSC 5 du Cadre Stratégique Commun: " Favoriser une utilisation plus efficace et plus durable de l'énorme potentiel qu'offre le Congo en matière de sylviculture, d'agriculture, d'élevage et de pêche, avec une attention particulière à l'agriculture familiale ".

CSC 1: Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes

En effet , comme signaler dans la théorie du changement, *l'amélioration des conditions de vie, de travail et de production du paysan producteur* par une offre de service consacrée au renforcement de ses capacités de production et de commercialisation ainsi qu'un appui à l'entrepreneuriat est le cœur du programme APEFE. De plus, la dimension *Genre* particulièrement prise en compte avec actions et un suivi spécifique.

L'objectif poursuivi (*objectif spécifique*) pour les petits producteurs locaux sera: (i) de contribuer à la croissance économique des terroirs ruraux en privilégiant la fonction économique de l'agriculture familiale ; (ii) et d'améliorer significativement le niveau de vie des petits producteurs. À cette fin, les capacités de production des producteurs familiaux en termes de savoirs (itinéraire technique) et de moyens de production (surface d'exploitation, équipements) seront améliorées afin d'augmenter la quantité de produits et/ou leur qualité nutritive et marchande.

Le programme agriculture est en parfait alignement avec la note stratégique de la DGD concernant le secteur privé local. En effet, il vise le renforcement des capacités des entrepreneurs et notamment, les capacités techniques, managériales et de commercialisation des entreprises agricoles sur les marchés internes. Il apporte un soutien au renforcement des capacités des organisations paysannes. Il répond à la priorité sectorielle agriculture via l'appui à l'agriculture familiale.

Le programme répond également aux priorités de la note stratégique en agriculture: production agricole, commercialisation et empowerment des femmes rurales. Il vise l'agriculture familiale durable à travers une approche filière.

f) Description de l'Efficacité.

Contribution 5B du CSC: "Renforcer la sécurité alimentaire et lutte contre la pauvreté par l'amélioration durable de la productivité des exploitations familiales et en favorisant leur accès aux marchés locaux et internationaux dans une approche « filière » (production, transformation et commercialisation)".

Le programme à travers ses deux résultats opérationnalise l'approche 5B. Pratiquement, les producteurs seront organisés en organisation paysanne, formés et conseillés pour appliquer des itinéraires techniques performants avec des moyens de production adéquats et en quantité, en vue de soutenir la croissance des indicateurs de production (surface exploitée - rendement moyen - production d'alevins et de semences maraichères - qualité du produit final). Les producteurs, à travers les OP, seront également appuyés en matière de commercialisation des produits piscicoles et maraichers des bénéficiaires (moyens matériels et équipements). À cela, viendra aussi s'ajouter l'accompagnement des bénéficiaires à la mise au point de leurs projets individuels et à la création d'entreprises. L'ensemble de ces différentes étapes se fera selon une approche filière.

Contribution 1D Autonomie économique et financière: promouvoir la reconnaissance de la contribution des femmes à l'économie tant en milieu rural qu'urbain, leur accès à l'éducation, la formation et à des revenus suffisants et adéquats ; promouvoir leur sécurité dans l'exercice de leur travail.

Le programme prévoit une action conjointe avec l'ONG belge *Le Monde selon les Femmes* (MLF). MLF sera associée à l'OS1 sous forme de contrat de prestation (missions internationales de courte durée) sur deux activités transversales mesurées par un indicateur sexe-spécifique dans le cadre logique:

6. Une activité "formation des vulgarisateurs agricoles et personnel d'appui à la participation active des femmes aux activités économiques et au bénéfice de leurs retombées". Avec l'objectif que les vulgarisateurs agricoles

disposent d'outils et d'indicateurs pour intégrer les femmes dans le groupe des bénéficiaires et/ou leur faire bénéficier des effets de l'action (femmes des producteurs bénéficiaires et femmes bénéficiaires).

7. Une activité "évaluation semestrielle par enquête d'opinion" auprès des ménages bénéficiaires pour apprécier le bénéfice de l'action pour les femmes. Une activité réalisée sur terrain par les vulgarisateurs agricoles préalablement formés par MLF (indicateurs sexo-spécifiques et outils de suivi) et dont les résultats seront dépouillés et exploités avec l'assistance de MLF, qui mettra à la disposition de ses partenaires du Nord une plateforme Online Moodle pour un suivi à distance du travail réalisé par les vulgarisateurs agricoles. Le programme s'inspirera également du FSE (Fond Social Européen) qui propose des outils d'analyse et d'intégration de la dimension Genre à chaque étape de la Gestion du Cycle de Projet (GCP) sous forme de questions (check liste) et d'indicateurs de suivi/évaluation (cf. FSE « Le Genre de manière transversale dans les projets FSE » – 2008 ; Annexes 6 et 7).

g) Description de la Durabilité.

➤ *Durabilité technique*

Les partenaires privés/associatifs et publics pourront maîtriser la *technicité* des résultats (itinéraire technique des spéculations - offre de services aux bénéficiaires et méthodologie de mise en œuvre). En réalité la question de la durabilité technique et de la pérennisation de l'encadrement des bénéficiaires, se posera avec acuité pour d'autres raisons que les aspects techniques, à savoir la (très) précaire *durabilité financière* des parties prenantes (cf. infra: durabilité financière).

La logique d'intervention (formation des producteurs - conseil - aménagement d'exploitation) se réfère à des pratiques culturelles et d'élevage simples et accessibles, telles que préconisées par les sources documentaires utilisées par le PPA pour enseigner et pratiquer les itinéraires techniques. Les aspects techniques ne seront donc pas l'élément le plus difficile à maîtriser par les bénéficiaires.

➤ *Durabilité sociale*

L'impact économique et social pour les bénéficiaires constitue le cœur de l'intervention et de la *Théorie du Changement* de l'OS1, puisque l'objectif spécifique vise précisément l'amélioration du niveau de vie des bénéficiaires avec des indicateurs ad hoc: une meilleure sécurité alimentaire, la production d'un revenu agricole, l'amélioration des conditions sanitaires et/ou de l'accès à l'éducation ou à l'habitat (pouvoir d'achat amélioré - disponibilité en produits agricoles pour l'échange/troc). En outre, le choix d'appuyer des bénéficiaires issus de *l'agriculture familiale* (groupe cible) concourt à agir intimement sur les conditions économiques et sociales.

Néanmoins certains facteurs économiques systémiques, qui se situent hors du champ d'action du PPA et relèvent des risques ambiants (cf. supra: matrice d'analyse des risques) pourraient s'avérer plus ou moins contraignant et entamer la motivation des bénéficiaires au risque de les démobiliser: (i) le manque de capitaux et de fonds propres pour préfinancer la production ou investir (le Crédit Agricole étant inexistant ou usuraire); (ii) la difficulté d'accéder au marché (moyen de transport, voies de communication utilisable, capacité financière...); et (iii) l'obligation de recourir à des intermédiaires commerciaux spéculateurs qui s'octroient la plus grande marge.

➤ *Durabilité financière*

De manière générale, dans le contexte de la RDC, le programme d'un PTF quel qu'il soit ne peut pas prétendre raisonnablement remplacer la ressource financière exogène (subvention) par une ressource endogène équivalente ni même substantielle:

1. La reprise-continuité d'une action sur subvention (public) locale est illusoire. Les services publics en RDC sont eux-mêmes sous-financés voir pas financés du tout. Les provinces du KONGO CENTRAL et du HAUT KATANGA auraient en théorie plus de ressources. Mais la tendance systémique et constante des Pouvoirs publics en RDC, en réponse à l'investissement des PTF, est de se désengager de toute participation financière. Toutes les coopérations bilatérales, multilatérales et indirectes doivent se plier au même constat.
2. L'autofinancement d'une action, même résiduel, par la facturation des services aux usagers (conseil agricole, apport en intrant...) est également illusoire. Les groupes cibles des actions de coopération sont par essence pauvres. Au demeurant, dans la "logique projet" qui habite les bénéficiaires, ce qui aura été délivré un temps gratuitement ne saurait être acheté/vendu.
3. La subvention durable par les PTF constitue la meilleure garantie de durabilité des opérateurs locaux, mais elle est assujettie aux politiques et conditions des bailleurs de fonds et crée un lien de forte dépendance, c'est-à-dire à terme: à risque et peu durable.

Comme stratégie de désengagement, l'autofinancement sur ressources propres demeure la meilleure voie de durabilité financière et aussi la plus réaliste. En tenant compte des limites/contraintes des parties prenantes:

1. Les *bénéficiaires* (producteurs agricoles) seront les acteurs de leur propre croissance économique et de l'amélioration de leurs conditions de vie, par leur capacité à valoriser les savoirs et les moyens de production mis à leur disposition pour produire et vendre ou échanger leurs produits, voir les consommer (économie d'autosubsistance). Quand bien même l'offre de services s'arrêterait au terme du programme faute de subvention, ces apports serviront durablement les bénéficiaires.
2. Les opérateurs techniques associés issus du secteur public, les *ITAPEL*, ne disposeront très probablement d'aucune ressource au-delà du programme pour maintenir l'offre de services, puisqu'ils ne sont pas subventionnés et ne produisent/ne vendent aucun bien/service. Et il n'est ni concevable ni faisable d'inciter un service public à développer des activités marchandes et commerciales pour s'autofinancer. Le programme ne peut pas apporter de réponse structurelle au problème du sous-financement des services publics en RDC.

Les opérateurs techniques privés/associatifs devraient disposer de quelques ressources financières. Certains bénéficient d'un financement structurel de leur partenaire du Nord (CAVTK). D'autres pratiquent des activités rémunératrices (SCAK - CEPROSEM). Ces ressources pourront suffire pour couvrir leurs charges fixes incompressibles mais certainement pas un programme d'appui aux bénéficiaires. Sans subvention, il est clair que l'offre de services non marchands aux bénéficiaires (formation, conseil, intrants...) devrait être *mise en veille* au terme du programme.

➤ *Renforcement des capacités et stratégie de désengagement.*

C'est pour pallier les défaillances institutionnelles des seuls partenaires publics (risque) que le PPA favorise des relations de partenariat triangulaires en associant des opérateurs techniques qui présentent un potentiel de développement dans leur domaine d'expertise: CEPROSEM - SCAK - CAVTK. En tant qu'organisations de la société civile, ces opérateurs jouissent d'une totale autonomie de gestion, sans contrainte d'ordre administratif et/ou politique. Ils peuvent s'en tenir à des choix de gestion seulement dictés par le souci d'efficacité et les besoins du programme, en particulier dans la gestion des ressources humaines (évaluation des performances) et la prise de décision (rapidité). Ces opérateurs agissant comme auxiliaires de services peuvent ainsi soulager les autorités publiques de certaines de leurs missions techniques, en apportant les moyens humains, matériels et financiers de leur propre réseau de PTF/Bailleurs. Le partenaire public étant consolidé dans ses fonctions régaliennes (programmation - évaluation). L'assistant technique local ou expatrié mis à la disposition du programme (cf. infra: description de l'efficacité) venant en appui au renforcement des capacités de gestion et technique des opérateurs techniques associés. Dans la phase post-intervention, selon que l'action se poursuivra ou non en fonction des résultats atteints, l'APEFE évaluera les conditions du désengagement (volume financier alloué à l'action - maintien d'une assistance technique locale ou expatriée).

h) Description de l'Efficacité.

Le budget pour cet OS est de 5.950.000€ est réparti sur deux résultats de manière plus ou moins équitable.

R1.1: 2.900.000€

Le résultat 1 comprend une part d'investissement (27%) destinée à permettre aux agents de fonctionner :

- Un véhicule 4X4 est indispensable pour des déplacements dans le contexte routier congolais.
- Des motos sont aussi nécessaires pour des déplacements locaux. Beaucoup de déplacements se font à moto, par facilité par rapport à un véhicule, et celles-ci sont moins onéreuses à tout point de vue
- Equipements informatique et bureautique

La majeure part des investissements est destinée directement aux pisciculteurs, il s'agit d'équipement technique et de travaux d'aménagement d'étangs.

En matière de fonctionnement, une part minime est consacrée au frais de véhicules, communication, consommables bureau. La majeure partie concerne l'atteinte du résultat: intrants, suivi, mission, formations...

➤ *Besoins en assistance technique:*

Le choix entre une assistance technique locale (ATL) ou expatriée (ATE) est apprécié en fonction de deux (2) critères: (i) la technicité du résultat poursuivi (expertise locale disponible et/ou suffisante, technicité du résultat, valeur ajoutée de l'ATE sur l'atteinte du résultat et le renforcement des capacités); et (ii) les garanties de bonne gestion administrative et financière à même de préserver la responsabilité contractuelle de l'APEFE devant le bailleur de fonds (importance du volume financier engagé, ancienneté et historique du partenariat, garanties contractuelles apportées par le partenaire en cas de contentieux).

Résultat R1.1: un (1) assistant technique expatrié (ATE) durant 36 mois (2017-2019) auquel succédera un (1) assistant technique local (ATL) durant 24 mois (2020-2021). Renforcé éventuellement par des missions d'expertise nationale/internationale de courte durée sur des thématiques particulières (alevinage, maladies, parasitologie...). La technicité du résultat requiert le maintien de l'expertise durant au moins trois (3) ans, le PPA2014 qui était un nouveau programme n'ayant accumulé que deux ans et demi d'activité. Les vulgarisateurs agricoles formés à la pisciculture par l'ATE sont encore en apprentissage. La pisciculture en RDC, à l'inverse des spéculations agricoles, a été peu appuyée de manière significative et durable. L'ATL sera pleinement associé à l'ATE en tant qu'homologue dès le début de l'action afin de le préparer à la remise-reprise.

R1.2: 3.050.000€

Tout comme le résultat 1, le résultat 2 comprend une part d'investissement (29%) destinée à permettre aux agents de fonctionner :

- Un véhicule 4X4 est indispensable pour des déplacements dans le contexte routier congolais.
- Des motos sont aussi nécessaires pour des déplacements locaux. Beaucoup de déplacements se font à moto, par facilité par rapport à un véhicule, et celles-ci sont moins onéreuses à tout point de vue
- Equipements informatique et bureautique

La majeure partie des investissements est consacrée aux équipements agricoles, aménagement de points de vente, réhabilitation d'ouvrages hydrauliques et au lancement de l'unité de production de semences avec le CEPROSEM.

En matière de fonctionnement, une part minime est consacrée au frais de véhicules, communication, consommables bureau. La majeure partie concerne l'atteinte du résultat: intrants, suivi, mission, formations...

➤ *Assistance technique*

Résultat R1.2: un (1) ATE durant 48 mois (2017-2020) auquel succédera un (1) ATL durant 12 mois (2021). Renforcé éventuellement par des missions d'expertise nationale/internationale de courte durée sur des sujets spécifiques (traitement phytosanitaire...). Le volume financier consacré au résultat et les activités consacrées au lancement d'une production semencière en partenariat avec le CEPROSEM (installation d'une unité de production > laboratoire - champs semenciers - formation des agrimultiplicateurs) requièrent une assistance technique expatriée. Comme pour le R01, l'ATL sera pleinement associé à l'ATE en tant qu'homologue dès le début de l'action afin de le préparer à la remise-reprise.

Le Bureau APEFE - RDC réalisera des missions de suivi/évaluation avec le Comité de suivi technique de chaque résultat et en comité mixte avec les services techniques et/ou les autorités administratives et politiques de la province.

Le Bureau APEFE-RDC assistera le programme avec un personnel local d'appui en administration, logistique et comptabilité, et leurs équivalents au siège APEFE. Appui administratif et financier (supervision de la planification budgétaire ; présentation des rapports financiers et suivi des demandes (interface bailleur de fonds) ; réception et contrôle des comptabilités ; contrôle des imputations budgétaires, de l'éligibilité des dépenses ; contrôle des documents administratifs et financiers ; traitement des questions comptables ; transfert international des fonds ; gestion des comptes ; vérification des enregistrements de budgets et de leur conformité avec les contrats de subvention ; élaboration des outils de gestion comptable ; établissement des bilans et comptes de résultat mensuels ; établissement du bilan annuel ; paiement et suivi des factures; suivi des commandes en fournitures et équipements ; suivi des enveloppes budgétaires relatives aux achats/commandes avec le service logistique ; suivi des audits financiers externes (indépendants) et / ou externes).

6.4. Description de la Stratégie de Partenariat

a) Partenariat et contractualisation

Les principes généraux du partenariat selon la vision APEFE sont régis par la note interne APEFE "*Stratégie de partenariat*". Le modèle ci-dessous pour le PPA2017 en est la déclinaison:

Le partenaire signataire de la convention de partenariat sera le *Secrétariat Général à l'Agriculture, Pêche et Élevage* (APE) du *Ministère national de l'Agriculture, Pêche, Élevage et Développement Rural* (MINAGRIDER). Dans les provinces, le partenariat sera étendu, sous couvert de la même convention de partenariat, aux Gouvernorats provinciaux du KONGO CENTRAL et du HAUT KATANGA et aux opérateurs techniques associés. Pour rappel, l'agriculture relève des matières déconcentrées (Art.202 et ss. de la nouvelle Constitution congolaise de 2006) ce qui confère des prérogatives importantes aux autorités provinciales en terme d'initiative et d'appropriation.

La convention de partenariat détermine les responsabilités et attributions des partenaires. À titre principal:

1. Le SECRETARIAT GENERAL APE du MINAGRIDER sera le garant de la cohérence des résultats mis en œuvre dans les provinces, conformément à ses attributions régaliennes. Il est le partenaire dit "institutionnel", seul signataire de la convention de partenariat en sa qualité d'autorité nationale.
2. Le GOUVERNORAT PROVINCIAL dans chaque province (KONGO CENTRAL - HAUT KATANGA) sera associé à l'exécution des résultats pour son rôle institutionnel d'appui et de facilitation à l'action entreprise dans sa juridiction, et pour ancrer le résultat dans l'environnement institutionnel et social provincial. Le Gouvernorat provincial n'est pas signataire direct de la convention de partenariat, mais il participe aux pleins et souverainement aux organes de gestion: Comité technique de suivi - Comité de pilotage provincial - Comité de pilotage national.
3. Les opérateurs techniques associés exécuteront les résultats selon les lignes directrices du dossier d'instruction PPA, en coordination avec le Bureau APEFE en RDC et avec son assistance technique. Les opérateurs techniques ne sont pas signataires directs de la convention de partenariat mais sont reconnus comme partenaires à part entière. Ils jouissent de l'autonomie de gestion et du pouvoir d'initiative pour exécuter les résultats.
4. L'APEFE en qualité de partenaire technique et financier partagera la responsabilité opérationnelle sur les plans technique et financier en tant que partie contractante légalement responsable devant le bailleur de fonds, représenté par l'assistant technique national expatrié affecté sur le résultat. L'APEFE gèrera la subvention selon ses normes administratives et financières.

Le cadre partenarial se fonde sur l'analyse FFOM des parties prenantes

b) Modalités de gestion technique

Le SECRETARIAT GENERAL APE du MINAGRIDER présidera un *Comité de Pilotage national* (CPN) qui se réunira annuellement et sur convocation extraordinaire. La composition du CPN sera limitée aux participants pertinents, en veillant à minima à la représentation: (i) de la Division provinciale de l'Agriculture; (ii) du Secrétariat Général à la Coopération; (iii) du Ministère du Plan; (iv) et de l'autorité provinciale (Ministère de tutelle et/ou Cabinet du Gouvernorat). Le CPN: (i) procède à la revue du programme; (ii) reçoit les rapports d'activité et d'évaluation externe; (iii) apprécie les conditions d'exécution et les résultats atteints; (iv) et suggère des recommandations non contraignantes au CTS et au CPP.

Le *Comité de pilotage provincial* (CPP) se réunira annuellement et sur convocation extraordinaire. Avec pour fonctions: (i) d'assister le CTS dans ses rapports avec les autorités et administrations provinciales; (ii) de conseiller le CTS en vue de garantir la cohérence de ses choix de gestion avec les politiques de développement de la province; (iii) de mobiliser les moyens humains et matériels de la province dans les activités d'appui aux bénéficiaires; (iv) de participer aux missions conjointes d'évaluation; (v) de recevoir et de diffuser les rapports d'activité; (vi) de promouvoir le programme auprès des partenaires techniques et financiers nationaux et étrangers en vue de mobiliser des moyens complémentaires. La composition du CPP est laissée à l'appréciation du Gouvernorat provincial.

L'APEFE, l'opérateur technique associé (CAVTK - SCAK - CREPROSEM) et/ou l'autorité locale investie (Division provinciale de l'Agriculture) constitueront ensemble un *Comité technique de Suivi* (CTS) trimestriel avec pour fonctions: (i) la planification et la supervision de l'exécution des activités; (ii) la gestion financière des dépenses inhérentes à l'action; (iii) la liquidation des dépenses; (iv) la tenue à jour des logiciels de gestion; (v) la gestion des ressources humaines; (vi) la gestion des ressources matérielles; (vii) la rédaction des rapports annuels d'activité; (viii) la réalisation des évaluations techniques et audits financiers externes indépendants; (ix) l'élaboration de la stratégie d'intervention et sa remédiation.

c) Évaluation

L'OS1 fera l'objet d'une évaluation externe indépendante à mi-parcours (1er trimestre 2019) et en fin de programme (4e trimestre 2021). L'évaluation sera réalisée par un binôme de deux (2) évaluateurs externes identifiés et sélectionnés par l'APEFE (expert Nord) et par le partenaire local (expert Sud).

6.5. Description des Synergies et Complémentarités.

En déclinaison du Cadre Stratégique Commun et des contributions 5B - 3F et 1D du CSC, l'OS1 s'emploiera à mettre en œuvre des synergies/complémentarités en se fondant sur les points de convergences réalistes et faisables sur les plans géographique/sectoriel/thématique, entre opérateurs belges :

a) VVOB

Les programmes APEFE et VVOB se déploieront également dans la province du Kongo Central. Le programme VVOB venant en appui aux Écoles Techniques Agricoles (une dizaine d'établissements).

L'objectif commun entre les deux partenaires est de contribuer au développement agricole en général et de la filière piscicole en particulier, à travers une meilleure formation des enseignants et des inspecteurs impliqués dans les ETA appuyées par les programmes VVOB.

La synergie consistera à étendre aux bénéficiaires du programme VVOB certaines activités du cadre logique de l'OS1 notamment: (a) la formation du personnel enseignant des ETA appuyés par le VVOB à l'itinéraire technique en pisciculture; (b) l'appui en alevins et équipements aux projets d'entrepreneuriat des jeunes diplômés des établissements désireux de s'investir dans la pisciculture; (c) l'organisation d'échanges/stages entre les ETA (public cible VVOB) et les exploitants pisciculteurs (public cible APEFE). Le VVOB facilitera l'appui pédagogique/méthodologique et la bonne participation des enseignants et des inspecteurs. L'APEFE s'impliquera dans le contenu technique et le suivi des exploitations des producteurs en dehors des écoles. Résultat PPA-APEFE concerné: R01.

Ressources financières: APEFE (activités a et b) et VVOB (activité c) provisionnent chacun les ressources nécessaires aux activités. Synergie régie par convention.

b) AGRICONGO

APEFE participera aux réunions/activités de la plateforme AGRICONGO. La synergie vise ici l'échange d'informations et éventuellement de services techniques non encore formulés, selon les opportunités manifestées par les membres de la plateforme, en tenant compte des critères géographique (Kongo central - Haut Katanga), sectoriel (agriculture) et thématique (pisciculture - maraichage). Résultat PPA-APEFE concerné: R01/R02.

Ressources financières: budget APEFE. Synergie régie par convention.

c) LE MONDE SELON LES FEMMES (MLF)

MLF sera associée à l'OS1 (mission internationale courte durée) sur deux activités transversales hors cadre logique: (a) une activité "*formation des vulgarisateurs agricoles et personnel d'appui à la participation active des femmes aux activités économiques et au bénéfice de leurs retombées*". Avec pour objectif que les vulgarisateurs agricoles disposent d'outils et d'indicateurs pour intégrer les femmes dans le groupe des bénéficiaires et/ou leur fassent bénéficier des effets de l'action (femmes des producteurs bénéficiaires et femmes bénéficiaires); (b) une activité "*évaluation semestrielle par enquête d'opinion*" auprès des ménages bénéficiaires pour apprécier le bénéfice de l'action pour les femmes. Une activité réalisée par les vulgarisateurs agricoles préalablement formés par MLF. Résultat PPA-APEFE concerné: R01/R02.

Ressources financières: budget APEFE. Synergie régie par convention.

d) DYNAMO INTERNATIONAL

L'organisation belge DYNAMO INTERNATIONAL et son partenaire local le CATSR ont formulé sur le PPA2017 un programme "*d'encadrement social et de réinsertion des enfants en situation de rue*" dans 4 provinces de RDC. Dans les provinces du HAUT KATANGA et du KONGO CENTRAL, le programme APEFE étendra son offre de services (appui à la pisciculture et au maraichage) au groupe cible (jeunes en situation de rue) du programme DYNAMO INTERNATIONAL, les partenaires locaux de DYNAMO INTERNATIONAL assurant l'encadrement social du groupe cible et les apports en biens fonciers. Résultat PPA-APEFE concerné: OS1/R01-R02.

Ressources financières: budget APEFE. Synergie régie par convention

7. OS2

7.1. Fiche OS 2

Outcome (Anglais ou Espagnol ou Français) :	OS2: La qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire ont été améliorés dans les provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika et Lualaba				
Outcomes (Français et/ou Néerlandais)	OS2: La qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire ont été améliorés dans les provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika et Lualaba				
Pays:	RD CONGO		Outcome couvert pas un CSC ?		Oui
Province(s) / État(s) ciblé(s) :	Sub.Admin.Lev		Sub.Admin.Lev	Sub.Admin.Lev	Localité
Partenaires locaux/parties prenantes :	1. Ministère national de l'enseignement primaire et secondaire		Ville de KINSHASA		
	2. Inspection principale provinciale du Haut Katanga		KIPUSHI - LIKASI		
	3. Inspection principale provinciale du Lualaba		KOLWEZI		
	4. Inspection principale provinciale du Tanganyika		KALEMIE		
	5. Inspection principale provinciale du haut Lomami		KAMINA		
	6. OIF/AUF Campus numérique		LUBUMBASHI		
Coordonnées GPS:	Partenaire 1	Longitude :	4°19' 39" S	Latitude :	15°18' 48" E
	Partenaire 2	Longitude :	11°40'11'S	Latitude :	27°29'00'E
	Partenaire 3	Longitude :	10°43'S	Latitude :	25°28'E
	Partenaire 4	Longitude :	5°55'S	Latitude :	29°12'E
	Partenaire 5	Longitude :	8°44'19'S	Latitude :	24°59'26'E
	Partenaire 6	Longitude :	11°40'11'S	Latitude :	27°29'00'E
Groupe cible :	(i) les enseignants et directeurs des écoles primaires des sous-divisions éducationnelles ; (ii) les inspecteurs et les conseillers d'enseignement primaire des sous-divisions éducationnelles.				
Nbr. bénéficiaires :	(i) 2.400 enseignants du degré 2 et 3 du primaire, (ii) 400 directeurs d'écoles et (iii) 75 inspecteurs et conseillers pédagogiques du primaire dans 4 provinces éducationnelles;				
Secteur principal :	Secteur CAD - 110/Education > SNPC - 11130/formation des enseignants.				
Coûts opérationnels de l'outcome/objectif spécifique (total) :	2.000.000 €				

Markers :		
	Environnement	0
	RIO: désertification	0
	RIO: biodiversité	0
	RIO: CC adaptation	0
	RIO: CC mitigation	0
	Genre	1
	Bonne Gouvernance	0
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	0
	HIV/Aids	0
	Droits des enfants	0
	Trade development	0

7.2. Description des résultats pour l'Outcome 2

Cible(s) stratégique(s) commune du Cadre Stratégique Commun	Cible 3: « Garantir un enseignement inclusif et qualitatif pour tous respectant les droits de l'enfant ». Contribution 3E : « Contribuer à la formation initiale des formateurs et enseignants et promouvoir la formation continuée et les pratiques de classe dans des domaines particuliers, comme l'éducation basée sur les compétences, l'éducation préscolaire, l'éducation inclusive et l'éducation pour des enfants notamment par le soutien à des échanges entre les enseignants (cellules pédagogiques intra et extrascolaires, radio scolaire) et des passerelles entre la recherche universitaire (mémoires, doctorats, TP d'étudiants, d'assistants) et des besoins particuliers ». Cible 1: Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes Contribution 1A: Une ligne budgétaire est prévue pour la conception et la vulgarisation d'un module destiné aux enseignants et responsables de l'administration scolaire.			
Outcome / Objectif spécifique OS2	La qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire ont été améliorés dans les provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika et Lualaba			
H1.1 Attractivité de la carrière enseignante améliorée (stabilité sinon augmentation d'échelon/salaire)				
H1.2 Engagement du Gouvernement à allouer davantage des ressources à l'éducation afin d'en marquer le caractère prioritaire				
H1.3 Intérêt de la coopération bilatérale directe pour le sous-secteur Éducation de base,				
	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification
IOV2.1 A la fin 2021, 90% des élèves réussissent l'examen du « TENAFEP ».	scores ≤ à 56 %	scores ≥ à 60 %	scores ≥ à 90 %	SDV(a). Rapport du « TENAFEP ».
IOV2.2. À la fin 2021, moins de 10% des élèves sont en grande difficulté de lecture	scores ≥ à 30 %	scores ≤ à 20 %	scores ≤ à 10 %	SDV(b). Test standardisé (PASEC).
Résultat 1	Les enseignants formés améliorent leurs pratiques professionnelles auprès des élèves en tenant compte du genre.			
Hypothèse 2.1.1 Les bénéficiaires s'approprient l'action (réactivité à l'innovation, appropriation des savoirs...).				
Hypothèse 2.1.2. Les gestionnaires soutiennent les Enseignants dans leur formation continue				
Hypothèse 2.1.3. La communication entre les différents acteurs est bonne.				
IOV2.1. À la fin 2021, 2400 enseignants sont encadrés et organisés en REP (réseau d'écoles de proximité)	1200 (groupe cible constitué phase 1)	1500	2400	SDV(c). Tableau de bord (SDV commune à tous les indicateurs).
IOV2.2. À la fin 2021, 75% d'amélioration (par rapport à l'année 1) de la qualité de la leçon préparée et de la pédagogie employée sont constatés.	Diagnostic des pratiques des classes (grille)	50% d'amélioration	75% d'amélioration	
Résultat 2	Les directeurs et des inspecteurs sont capables de réaliser un encadrement pédagogique de qualité			
Hypothèse 2.2.1. Les bénéficiaires s'approprient l'action (réactivité à l'innovation, appropriation des savoirs...).				
Hypothèse 2.2.2 L'IPP mobilise le corps inspectoral dans la mise en œuvre du dispositif.				
Hypothèse 2.2.3 Les directeurs d'écoles sont intégrés et sont proactifs dans la mise en œuvre du dispositif.				

IOV2.2.1.A la fin 2021, 475 actions de formation/encadrement sont réalisées dans les REP (réseau d'écoles de proximité)	45	275	475	SDV(c). Tableau de bord (SDV commune à tous les indicateurs).
IOV2.2.2. A la fin 2021, 75% d'amélioration de la qualité de l'observation de la leçon et de la pédagogie employée.	Diagnostic des pratiques des classes (grille)	50% d'amélioration	75% d'amélioration	
Résultat 3	Le personnel de l'enseignement est capable de faire usage des technologies de la communication (numérique) pour s'autoformer.			
Hypothèse 2.3.1. L'appui est bien ciblé				
Hypothèse 2.3.2. Le choix des technologies est adapté.				
IOV2.3.1. À la fin 2021, 7 centres de ressources sont créés et équipés.	4	5	7	SDV(c). Tableau de bord (SDV commune à tous les indicateurs)
IOV2.3.2. À la fin 2021, la fréquentation des centres des ressources numériques est augmentée de 50%	Analyse des statistiques de base (fiche de fréquentation/mois)	Augmentation de 20%	Augmentation de 50%	
Conditions préalables	Sans.			
Typologie des activités R01	A1.1. Disponibiliser les modules de formation continue des enseignants A1.2. Organiser le dispositif des formations des enseignants avec la création des réseaux d'écoles de proximité A1.3. Former et évaluer les enseignants			
Typologie des activités R02	A2.1. Renforcer l'encadrement pédagogique des écoles de proximités (directeurs, inspecteurs) A2.2. Renforcer les capacités des directeurs d'école primaire en matière de gestion d'établissement A2.3. Renforcer les capacités d'encadrement de la formation continue: formations des formateurs, animateurs, tuteurs, inspecteurs, professeurs des institutions FI, cadre du SERNAFOR A2.4. Renforcer les mécanismes de suivi et de responsabilité à différents niveaux.			
Typologie des activités R03	A3.1. Réhabiliter et équiper les centres des ressources des sous-divisions éducationnelles. A3.2. Organiser les ateliers TICE, Web 2.0. A3.3. Expérimenter les outils TIC (téléphones, tablettes, TBI, etc.) à l'usage pédagogique. A3.4. Numériser et mettre en ligne des contenus sur une plateforme EDX et mettre à disposition du système éducatif un CLOM (MOOC) pour enseignants. A3.5. Appuyer les dispositifs du Ministère: Cellule d'Appui technique et les centres des ressources des sous-divisions			

e) T3 – Coûts opérationnels OS 2

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Partenaires						
Investissement						0,00
Fonctionnement						0,00
Personnel						0,00
2. Collaborations						
Investissement						0,00
Fonctionnement						0,00
Personnel						0,00
3. Bureau local						
Investissement		218.950,00				218.950,00
Fonctionnement	89.177,00	299.202,00	387.757,00	361.757,00	143.157,00	1.281.050,00
Personnel	95.000,00	95.000,00	95.000,00	95.000,00	95.000,00	475.000,00
4. Siège						
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	15.000,00	5.000,00	5.000,00	0,00	25.000,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total CO :						
Investissement	0,00	218.950,00	0,00	0,00	0,00	218.950,00
Fonctionnement	89.177,00	314.202,00	392.757,00	366.757,00	143.157,00	1.306.050,00
Personnel	95.000,00	95.000,00	95.000,00	95.000,00	95.000,00	475.000,00

Partenaires						
Total Partenaire 1 :						
Total Partenaire X						
Total Partenaires :						

Collaborations						
Total Collaboration 1						
Total Collaboration X						
Total Collaborations :						

7.3. Motivation au regard des critères du CAD

a) Description de la Pertinence.

L'OS2 a l'ambition de contribuer à un enseignement de base équitable, inclusif et de qualité, en alignement au domaine de concentration de la coopération belge. En effet, la coopération belge considère l'éducation comme un facteur majeur vers l'égalité des chances et la mobilité sociale. L'enseignement de base constitue le tronc commun dont l'État doit assurer la transmission à tous les citoyens. Idéalement, il mène l'enfant au seuil de la vie active. Il a vocation à l'universalité et doit assurer aux apprenants la maîtrise effective du bagage qui y est dispensé. Dans la mesure où il constitue l'élément premier du développement et de l'égalisation des chances, l'équité, tant dans l'accès que dans les chances de succès pour ce niveau d'enseignement, constitue une priorité absolue de la coopération belge.

L'OS2 s'inscrit dans la Stratégie sectorielle de l'Éducation et de la Formation 2016-2025. Elle contribue à l'axe Qualité « Apporter un environnement éducatif propice à un enseignement de qualité » sous-programme 2.9 du plan d'action 2016-2020.

Le programme se réfère également à la *Politique nationale de la formation continue des Enseignants* (2013), notamment à son objectif spécifique n°3: « Assurer la maîtrise des langues d'enseignement, notamment pour les degrés 1 et 2, et la maîtrise du Français pour le degré 3 (degré où est introduit le français écrit) ». Sur le plan pratique, le programme se réfère au *Mécanisme de fonctionnement de la formation continue des enseignants par les TICE* décrit dans l'Arrêté portant « création d'un Cadre Institutionnel de la Formation Continue des Enseignants du primaire » (Septembre 2015).

- Cible 3: « Garantir un enseignement inclusif et qualitatif pour tous respectant les droits de l'enfant ».
- Cible 1: Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes

En inscrivant l'OS2 dans la droite ligne de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation qui vise la création d'un système éducatif de qualité, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage par le renforcement des compétences pédagogiques et linguistiques des enseignants est assurée. Cette contribution touche l'amélioration des fondamentaux en lecture et écriture des élèves au sortir de l'école primaire en misant sur le renforcement des compétences des enseignants sur plan pédagogique et linguistique. Le renforcement de l'apprentissage de l'expression orale et écrite en français (notamment du vocabulaire, de la grammaire) implique la maîtrise effective de cette langue par les enseignants eux-mêmes

b) Description de l'Efficacité.

Contribution 3E : « Contribuer à la formation initiale des formateurs et enseignants et promouvoir la formation continuée et les pratiques de classe dans des domaines particuliers, comme l'éducation basée sur les compétences, l'éducation préscolaire, l'éducation inclusive et l'éducation pour des enfants notamment par le soutien à des échanges entre les enseignants (cellules pédagogiques intra et extrascolaires, radio scolaire) et des passerelles entre la recherche universitaire (mémoires, doctorats, TP d'étudiants, d'assistants) et des besoins particuliers ».

L'organisation d'une ingénierie de formation adaptée, une approche intégrée dans chaque école, par la création et le fonctionnement de cellules de base et des réseaux d'écoles de proximité, ainsi que le renforcement des capacités d'encadrement pédagogique des écoles de proximités par les directeurs et les inspecteurs contribue à l'approche 3E.

Les activités de la logique d'intervention contribuent à l'atteinte de l'OS2 et de la contribution 3E et 1D:

- Résultat 1 - Les enseignants formés améliorent leurs pratiques professionnelles auprès des élèves.
 - Disponibiliser les modules de formation continue des enseignants: (i) ateliers de rédaction des contenus de formation; (ii) production des contenus audio et vidéo; (iii) impression des livrets, dotations pédagogiques (Dictionnaires et grammaires).
 - Organiser le dispositif de formations des enseignants: Création et appui des réseaux d'écoles de proximité.
 - Former et Evaluer les enseignants: (i) renforcer les capacités linguistiques et pédagogiques et en genre; (ii) organiser des cycles de mini regroupements en réseaux d'écoles de proximité et cellule des bases (338 heures d'autoformation sur une durée minimale de 9 mois par cohorte).
- Résultat 2 – Les directeurs et des inspecteurs sont capables de réaliser un encadrement pédagogique de qualité.
 - Renforcer l'encadrement pédagogique des écoles de proximités (directeurs, inspecteurs, formations des formateurs, animateurs, tuteurs, inspecteurs, professeurs des institutions de FI, cadre du SERNAFOR).

- Renforcer les mécanismes de suivi et de responsabilité à différents niveaux: (i) les directeurs d'écoles et les inspecteurs dans leur rôle de contrôle; (ii) disposer d'outils de suivi adéquats (fiche d'autoévaluation, tableau de bord école, évaluations standardisées, enquêtes et études sur les pratiques enseignantes, genre, etc.)
- *Résultat 3 - Le personnel de l'enseignement est capable de faire usage des technologies de la communication (numérique) pour s'autoformer.*
- Réhabiliter et équiper les centres des ressources des sous-divisions éducationnelles.
- Organiser des formations d'initiation à l'Informatique, Internet (ateliers 3i)
- Expérimenter les outils TIC (téléphones, PC, tablettes, TBI, etc.) à l'usage pédagogique.
- Numériser et mettre en ligne des contenus sur une plateforme EDX et à terme mettre à disposition du système éducatif un CLOM (MOOC) pour enseignants.

Appuyer les dispositifs du Ministère (cellule d'Appui technique et centres des ressources des sous-divisions).

Contribution 1A: Une ligne budgétaire est prévue pour la conception et la vulgarisation d'un module destiné aux enseignants et responsables de l'administration scolaire. Un module permettra aux enseignant(e)s d'acquérir et de développer les connaissances, les attitudes et les comportements susceptibles d'éliminer la discrimination envers la fille, de favoriser la rétention et la performance scolaire de la fille et le développement de ses compétences psychosociales.

c) Description de la Durabilité.

➤ *Durabilité technique*

L'OS2 contribue au renforcement des capacités des enseignant(e)s du primaire afin qu'ils améliorent leur pratique professionnelle auprès des apprenants. Il est permis de penser que les Livrets et autres outils distribués et les expériences d'autoformation serviront à l'enseignant(e) durant toute sa carrière. Cependant la plus grosse difficulté pourrait provenir de l'absence de prises en charge financière par le partenaire local au terme programme. Pour valoriser la réussite à la formation suivie par les enseignants, le gouvernement doit accroître des mesures liées à leurs conditions de travail et/ou à l'évolution de leurs carrières. La Table ronde (2016) organisée par le Ministère a formellement recommandé: « d'élaborer des plans de planification de la formation continue et de suivi (qui implique tous les niveaux: central, provincial et local) ainsi que réorienter des frais perçus pour la formation continue à toutes les provinces »

L'OS2 renforce également les compétences des personnels d'encadrement de l'EPSP: inspecteurs, conseillers d'enseignements, directeurs d'écoles, enseignants d'écoles de formation initiales, cadres du SERNAFOR. Ces personnels apporteront leur expertise et seront enrichis par les innovations du programme. Les bagages acquis permettront à ces personnels de poursuivre les bonnes pratiques. L'OS2 s'efforce d'utiliser les langages, curricula, formules, circuits administratifs et moyens habituels de l'EPSP. Nonobstant la difficulté d'évaluer la confiance qu'on peut avoir quant à l'emploi et la poursuite des activités,

➤ *Durabilité sociale*

Accroître la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage repose sur la qualité des enseignants et du personnel d'encadrement. En effet, un enseignement qui ne donne pas aux apprenants la maîtrise des éléments enseignés constitue une faillite du système éducatif. Or l'éducation de base est le fondement pour réussir un parcours scolaire et une intégration socioprofessionnelle capable d'assurer une vie dans la dignité.

Le Genre est un facteur d'exclusion scolaire important en RDC. Le fait d'être une fille rend l'enfant plus vulnérable à un autre facteur d'exclusion existant par ailleurs. Les barrières financières sont plus difficiles à franchir pour les filles soit: (i) qu'un choix ait été fait dans la famille au profit des garçons lorsque les ressources ne suffisent pas pour scolariser tous les enfants, (ii) que les coûts d'opportunité aient une dimension de genre marquée, à partir de onze ou douze ans. L'âge auquel les disparités de genre deviennent très pesantes est celui de la fin de l'enfance. À cet âge il y a le double jeu des facteurs de crainte sur la sécurité de la fille et des coûts d'opportunité importants liés aux occupations domestiques. Les études PASEC et EGRA montrent aussi que les filles sont désavantagées dans leurs résultats scolaires et donc plus exposées à l'échec. Leurs conditions de vie dans la famille, en particulier une charge plus importante que celle de leurs frères dans les travaux domestiques, leur occasionne plus de fatigue et leur laisse moins de temps pour les études. De ce point de vue les devoirs à domicile peuvent être considérés comme un élément de renforcement des discriminations de genre, et il serait utile de bien étudier les modalités de cet exercice qui a son importance. La distance par rapport à l'école et les conditions matérielles de l'accueil à l'école, surtout en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène, sont également plus pénalisantes pour les filles que pour les garçons. D'autres facteurs participent également à la discrimination.

Dans certaines zones, notamment rurales, il y a lieu de relever l'iniquité persistante contre les jeunes filles dans l'enseignement, cela passe par les attitudes ou les paroles discriminatoires en l'encontre des filles à longueur de leurs études. En effet, dans la plupart des temps, les enseignant(e)s ne sont même pas conscient(e)s des situations qui favorisent la discrimination du genre dans des salles de classe. Il arrive qu'ils/elles utilisent du matériel didactique qui présente un seul type de sexe accomplissant certaines tâches et s'expriment en des termes qui dévalorisent les capacités et les caractéristiques des personnes d'un sexe donné. Ce langage démoralisant pour les filles les empêche de participer pleinement au processus d'apprentissage. Le mariage et les grossesses précoces renforcés par certaines normes culturelles et l'insécurité ou la violence en milieu scolaire ont des répercussions négatives sur la poursuite des études des filles.

Un(e) enseignant(e) sensible au genre comprend et prend en considération les besoins spécifiques des filles et des garçons pendant l'application des processus pédagogiques. L'OS2 tiendra compte de la dimension genre. En plus des modules sur la linguistique et la didactique, un module destiné aux enseignants et responsables de l'administration scolaire sera présenté afin de leur permettre d'acquérir et de développer les connaissances, les attitudes et les comportements susceptibles d'éliminer la discrimination envers la fille, de favoriser la rétention et la performance scolaire de la fille et le développement de ses compétences psychosociales.

➤ *Durabilité financière*

La part du Budget du secteur éducatif dans les dépenses publiques a connu, durant les dernières années, un regain de priorité. En 2014, les dépenses du secteur éducatif (MEPSP28 et MESU) ont atteint près de 18% (17,8%) du budget de l'État en 2014. Cela représente un doublement de la part allouée à l'éducation dans le budget de l'État en l'espace de 4 ans. En effet, cette part était de 9,0% en 2010 et a connu une augmentation progressive et régulière durant les quatre dernières années. En 2015, il est prévu, selon la loi des finances, de maintenir la part de l'Éducation à 17,1%. En termes de part dans le PIB, les dépenses publiques d'éducation qui représentaient 1,5% du PIB en 2010 ont atteint 2,0% en 2014 et il est prévu d'atteindre 3,4% en 2015. Sur cette dynamique, la Table Ronde sur la Gratuité et la Qualité de l'enseignement (2016) recommande à l'État congolais de verser régulièrement des salaires décents aux enseignants et personnels des services éducationnels à tous les niveaux, d'élaborer des plans de planification de la formation continue et de suivi (qui implique tous les niveaux: central, provincial et local) ainsi que réorienter des frais perçus pour la formation continue à toutes les provinces.

d) Description de l'Efficienne.

➤ *Le budget consacré au programme est de 2.000.000€.*

Les investissements (11%) sont essentiellement consacrés à du matériel informatique et à un véhicule nécessaire au vu des déplacements vers les établissements scolaires à l'échelle du Katanga.

Le fonctionnement (65%) est destiné principalement à l'atteinte des résultats avec une large part pour l'acquisition des connaissances: formations, ateliers, missions, reprographie du matériel pédagogique. Une partie est également destinée aux consommables, communication et déplacements.

➤ *Assistance technique locale (24%)*

L'OS2 sera accompagné par un assistant technique local (ATL). Les missions générales de l'ATL ont déjà été décrites à l'OS1. Outre ses missions générales, son interface technique avec le partenaire local EPSP et son interface administrative/financière avec l'APEFE, l'ATL/OS2 joue un rôle important d'animation entre les partenaires nationaux et provinciaux de l'EPSP et l'Organisation Internationale de la Francophonie (initiative IFADEM). Ce qui en fait un élément essentiel du dispositif de gestion/conseil.

7.4. Description de la Stratégie de Partenariat

a) Partenariat et contractualisation

Le partenaire principal signataire de la convention, dit "partenaire institutionnel" sera le **MINISTÈRE DE L'EPSP**. Dans les provinces le partenariat sera étendu de facto, sous couvert de la même convention de partenariat, aux Inspections provinciales de l'EPSP. Le cadre général de la stratégie de partenariat de l'OS2 est semblable à l'OS1 pour ce qui est des modalités de gestion technique et de la méthodologie d'évaluation.

Les partenaires impliqués dans l'intervention sont tous des acteurs engagés dans le secteur de l'éducation. Ces partenaires sont tous disposés à mettre à disposition des ressources techniques et scientifiques pour la réussite de l'intervention. L'OIF est indispensable sur la base des coopérations antérieures (**IFADEM**) et la poursuite de l'appui au

dispositif (dotation pédagogique, apport scientifique et qualitatif de la formation, etc.). Le CNF est stratégique pour ses capacités dans le développement du numérique éducatif et son pool d'expertise à l'AUF.

b) Renforcement des capacités

Le programme vise le renforcement des capacités au niveau individuel et organisationnel.

Au niveau individuel, les différents groupes cibles (maîtres, inspecteurs...) seront formés (pédagogie, genre, TIC...) et équipés.

Au niveau organisationnel/institutionnel, différents axes de renforcement sont menés :

- Un dispositif de formations des enseignants sera organisé: Création et appui des réseaux d'écoles de proximité.
- L'encadrement pédagogique des écoles de proximités (directeurs, inspecteurs, formations des formateurs, animateurs, tuteurs, inspecteurs, professeurs des institutions de FI, cadre du SERNAFOR) sera renforcé.
- Les mécanismes de suivi et de responsabilité à différents niveaux des autorités en charge de la supervision seront améliorés
- Un système éducatif en ligne, CLOM (MOOC) pour enseignants sera mis en œuvre.

c) Modalités de gestion technique et financière

Les organes suivants sont prévus: (i) un Comité de pilotage national; (ii) un Comité de pilotage provincial; (iii) un Comité technique de suivi.

Le Comité de pilotage veille à la conformité des engagements et alignement du partenariat au cadre stratégique commun. Il veille à la concordance du programme avec les stratégies de réforme du MEPSP et à la prise en compte des contenus et méthodologies de formation développés dans les stratégies de formation continue des enseignants définis par le MEPSP. Il est notamment responsable du choix des zones d'intervention, de la détermination des conditions de reconnaissance de la formation des maîtres, de la planification des différentes étapes et de l'évaluation du dispositif. Un secrétariat exécutif national lui est associé et est assuré par le Ministère de l'EPSP. Vu l'étendue du pays, un Comité de pilotage provincial est mis en place au niveau de chaque Province éducationnelle. L'inspecteur provincial ou son représentant est désigné comme coordonnateur du programme dans sa juridiction. L'inspecteur chargé de la formation ou l'inspecteur chargé de l'enseignement primaire est le référent ou point focal attitré pour assurer la poursuite des résultats.

7.5. Description des Synergies et Complémentarités.

L'OS2 sera mis en œuvre avec deux importantes synergies: la première pour la mise en œuvre de l'aspect Genre et le seconde pour la mise en œuvre de l'ingénierie de formation et la qualification de la méthodologie proprement dite.

a) LE MONDE SELON LES FEMMES

Une synergie est développée avec l'organisation Le Monde Selon Les Femmes (MSF) pour "promouvoir l'égalité de chance entre les femmes et les hommes". Une ligne budgétaire est prévue pour lutter contre des situations qui favorisent la discrimination du genre dans des salles de classe. Il s'agit des actions concernant la conception et la vulgarisation d'un module destiné aux enseignants et responsables de l'administration scolaire. Ce module permettra aux enseignant(e)s d'acquérir et de développer les connaissances, les attitudes et les comportements susceptibles d'éliminer la discrimination envers la fille, de favoriser la rétention et la performance scolaire de la fille et le développement de ses compétences psychosociales.

b) ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

La synergie avec l'OIF se développe à deux niveaux. D'abord par l'utilisation de l'outil IFADEM, ensuite par la collaboration avec le programme ELAN pour les classes bilingues (3^e). IFADEM concerne le développement des contenus méthodologiques (Livrets) qui touchent à la didactique du français et la linguistique (l'enseignement du et en français). IFADEM garantit le respect des procédures et normes de fonctionnement de l'Initiative et de la démarche qualité à laquelle elle obéit. ELAN et IFADEM mutualisent leurs expériences en matière des formations pour le déploiement de l'enseignement bilingue (conception des modules et autres ressources, ateliers de formations de tuteurs, conception d'une ingénierie de la formation et le suivi du processus de formation). Les contenus méthodologiques, les supports didactiques outils et méthodologie de formation utilisés par ELAN seront utilisés par IFADEM et/ou adaptés. Le Campus numérique AUF et ses experts seront également nécessaires pour l'appui technique à la gestion des centres des ressources numériques. L'OIF apporte également une dotation pédagogique individuelle (dictionnaire et grammaire) pour chaque bénéficiaire, la mise en œuvre du MOOC/CLOM IFADEM.

